Décembre 1991 Nouvelle série, neuvième année - N° 95

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tel 47 04 24 02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Branko LAZITCH. – Moscou : une corruption de type nouveau 1

Michel SLAVINSKY. – Les fantastiques richesses du PC soviétique 4

Pierre RIGOULOT. – Archives, dollars et O.P.F. ... 7

Pierre LORRAIN – L'union floue 9

P.R. – Post-communisme : des lendemains qui déchantent ? 12

Elena BALZAMO. – La « perestroïka » à la lumière de février 1917 14

Radu PORTOCALA. – Roumanie : la rémanence communiste 17

Robert PARSONS. – La tragédie géorgienne 20

Fernand LEBLOND. – Démocratie haïtienne : le mot et la chose 22

LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

Le mal qu'ils ont fait 25

CHRONIQUES

René MILON – Un bateau pour Cuba : pétrole ou médicaments ? 28

Claude HARMEL – PCF-PCUS, un échange de lettres qui en dit un peu moins qu'il n'y paraît . 30

NOTES ET INFORMATIONS

Echo inattendu à la désinformation soviétique ... 31

Chine : nouvelle ligne pour les droits de l'homme 32

MOSCOU : UNE CORRUPTION DE TYPE NOUVEAU

L'une des conséquences directes du double écroulement du Parti communiste de l'URSS et de l'Etat soviétique lui-même a été la levée du secret sur de nombreux aspects de l'activité politique et économique de l'ex-superpuissance. C'est le cas, en particulier, pour l'action dite « internationaliste » de Moscou dans le monde. En l'espace de ces quelques derniers mois, les révélations en ce domaine ont été plus abondantes que jamais, à la fois en quantité et en qualité.

En quantité, car généralement les révélations d'autrefois touchaient un ou deux pays, alors que cette fois, des dizaines de pays ont été impliqués. En qualité, car jadis ces révélations venaient de transfuges du communisme, ce qui permettait aux esprits « objectifs » de s'interroger sur leur authenticité, alors qu'aujourd'hui il s'agit de documents secrets et officiels rendus publics par la presse de Moscou. La situation s'est en outre complètement inversée : quand autrefois on produisait ces découvertes, Moscou les démentait, alors qu'actuellement, c'est Moscou qui les révèle et les officialise. Toute discussion sur l'authenticité de ces documents devient donc inutile.

L'aide fraternelle et internationale

Bien que la plupart des documents publiés portent sur des affaires à caractère commercial et sur des transferts de fonds, l'élément politique reste prédominant et se résume en cette révéla-

tion : jusqu'à la veille du putsch du 19 août dernier, le Parti communiste de l'Union soviétique continuait ses activités politico-financières dans le mouvement communiste international. Elles passaient toujours par le même organisme, le Département international (ou Section internationale) du Secrétariat du Comité central. Le chef en titre et en fait de ce secteur politique important a été pendant des décennies Boris Ponomarev, un vieux routier du Komintern. Il y a quelques années, ayant dépassé 80 ans, il dut abandonner cette fonction, mais il garda un bureau au siège du Département. L'importance d'un tel poste se mesure par cette précision : les deux successeurs de Ponomarev ont été membres du Comité central du Parti ; l'un, Valentin Faline, avait été préalablement ambassadeur à Bonn et l'autre, Anatole Dobrynine, à Washington. Ce sont précisément leurs deux noms qui figurent dans certains documents secrets de date récente.

Ces documents, très récents, contredisent l'image idyllique que la « *gorbimanie* », lorsqu'elle était à son point culminant, diffusait dans le monde et dont l'une des composantes était que l'URSS avait abandonné toute activité « internationaliste » à l'intérieur du monde dit capitaliste. Ainsi, une note datée du 25 février 1987 informe le Bureau politique du PC soviétique sur les versements de fonds effectués pendant l'année en cours : deux millions de dollars ont été versés au PC français, la même somme au PC américain et un million au PC portugais.

Un autre document, daté d'avril de la même année, révèle que le Politbureau du PC soviétique a approuvé la proposition du Secrétariat portant création d'un « *Fonds international de soutien aux organisations de gauche* », doté d'un budget de 20,3 millions de dollars, dont 17,5 millions incomberaient aux Soviétiques et le reste, aux autres « *partis frères* » au pouvoir. Deuxième point de ce document : « *Donner l'ordre à la direction de la Banque d'Etat de remettre à Anatole Dobrynine 17,3 millions de dollars pour des objectifs spéciaux* ». Un troisième et dernier point mandatait Dobrynine pour qu'il se mette d'accord avec les autres partis communistes sur la part de leur contribution.

Les documents suivants mettent directement en cause Valentin Faline : par exemple, la consigne donnée en décembre 1989 par le président de la Banque d'Etat de transmettre au compte de Faline la somme de 22 millions de dollars destinée à des « *objectifs spéciaux* ». Un autre document, plus récent encore (26 avril 1990, donc après la révolution de novembre 1989 en Europe centrale), témoigne de la fonction importante de Faline qui, s'adressant directement et personnellement à Gorbatchev, réclamait que la direction du PC ordonne un prélèvement de devises sur le budget de l'Etat pour soutenir les « *sociétés amies* », faute de quoi « *nous serions dans l'obligation de prélever sur le budget du Parti les ressources nécessaires au soutien des partis amis* ».

Quant aux « *partis amis* », ils avaient une multitude de relations financières avec Moscou, comme l'a en partie révélé Nikolaï Fiodorov, le ministre russe de la Justice. Parfois, des litiges politico-financiers surgissaient, comme par exemple avec INTERAGRA, entreprise d'export-import au service du PCF. Un arriéré de 136 millions de dollars était réclamé par ses dirigeants et pour qu'ils obtiennent gain de cause, le problème dût être traité au sommet, entre Gorbatchev et Gaston Plissonnier, qui le réglèrent. Mais il n'y a pas toujours des réclamations ou contestations parmi ces pièces et quelques-unes sont même des sujets de satisfaction. Ainsi la quittance donnée au camarade Stefanek, chef-adjoint de la Section internationale du Comité central du PC tchécoslovaque, après qu'il eût versé la somme de 750.000 dollars au titre de la contribution de celui-ci, pour 1983, au «*Fonds du soutien aux organisations de gauche* ».

Il est évident qu'après la « révolution de velours » intervenue en novembre 1989, les cotisations en provenance des pays d'Europe centrale ayant cessé d'être communistes prirent fin. L'ampleur de ce désastre politico-financier fut soulignée dans un rapport confidentiel rédigé en février de cette année par Valentin Faline, alors toujours chef de la Section internationale, rapport adressé à Vladimir Yvachko, Secrétaire général-adjoint du PC soviétique. Faline y plaidait la cause de quarante-cinq « *firmes amies* » auxquelles les Soviétiques devaient de l'argent (en devises). Il rappelait un rapport antérieur qu'il avait adressé à Gorbatchev : « *Dans ma note au camarade Gorbatchev datée du 22 juin 1990, je confirmais que si nous ne remplissions pas maintenant nos obligations envers certaines firmes amies, le PC de l'Union soviétique serait dans l'obligation de trouver lui-même des ressources pour soutenir les partis amis, ceci aux dépens du budget de notre parti* » (*The Independent*, 9 novembre 1991). Le rapport de Faline à Ivachko énumère quarante-cinq « *firmes amies* » situées dans près d'une quinzaine de pays, dont deux viennent en tête par le nombre des firmes et entreprises citées : le Portugal avec sept firmes amies (dont « *Avante* », l'organe du PC) et la Grèce avec huit entreprises (dont « *Rizopastis* », l'organe du PC). Ce que Faline appelle la « *dette* » à l'égard des « *firmes amies* » n'est, en réalité, qu'une subvention soviétique pure et simple, sans contrepartie, en tout cas pas financière. Autrement, comment, à Moscou, pourrait-on être débiteur de journaux qui n'ont pratiquement pas de lecteurs et qui sont les porte-parole de partis passablement dépourvus de membres et d'électeurs, tels les journaux des PC danois, britannique et nord-américain ?

Bien entendu, ces documents confidentiels se rapportent à la situation d'avant le putsch du 19 août et d'avant la dissolution officielle du Parti communiste en Russie. Depuis lors, des changements ont dû intervenir, notamment sur le plan du personnel, changements dont l'un est facile à constater : Vadim Zagladine, bras droit de Boris Ponomarev pendant des décennies et qu'on voyait régulièrement dans les grandes capitales européennes en train d'expliquer les bienfaits du changement en URSS, s'est fait plutôt rare, sinon

inexistant depuis le putsch. Mais ce qui est de loin le plus important, c'est que, conformément à la nouvelle orientation politique, la fameuse Section internationale ne devrait plus exister.

La caverne d'Ali Baba

Feu le « *premier pays du socialisme* » possédait - phénomène sans précédent - trois différents budgets : celui de l'Etat, public, mais peu digne de confiance ; celui du Parti, confidentiel et fermé à tout regard extérieur ; et celui qui était l'apanage exclusif du N° 1 dans le Parti. Sur l'origine de ce troisième budget, comme pour tout le reste s'agissant du bolchévisme, il faut remonter à la source, c'est-à-dire à Lénine. Thomas, l'un des premiers apparatchiks du Komintern, a écrit à ce propos : « *Lénine téléphona à Ganetski qui, à l'époque* (1919), *gérait la caisse du Parti, non pas la caisse officielle relevant du Comité central, mais la caisse secrète dont Lénine disposait à sa guise sans rendre de comptes à personne* » (*Contributions à l'histoire du Comintern* », p. 12). Autorisé à entrer dans le local où les avoirs de cette caisse étaient entreposés et à emporter ce qu'il voulait, Thomas fut ébloui par la quantité de pierres précieuses, de diamants et de bijoux qui s'y trouvaient, produit des confiscations et pillages des biens de la bourgeoisie et de la noblesse russes. L'année où Thomas fut autorisé à emporter à Berlin, où il devait diriger la première « antenne » du Komintern, autant de pierres précieuses qu'il le souhaitait, un autre homme de confiance de Lénine, qui dans les années vingt se rendit célèbre sous le nom d'emprunt de Borodine, fut envoyé comme premier émissaire aux Etats-Unis, avec deux valises de pierres précieuses, et il faillit y être intercepté par la police...

Nous manquions d'informations sur cette caverne d'Ali Baba au temps de Staline. On savait seulement que celui-ci préférait les dollars aux diamants, au point qu'il donna l'ordre de passer à la fabrication de faux dollars. Le général Krivitsky, l'un des chefs des services secrets soviétiques, a estimé qu'entre 1929 et 1933, environ dix millions de faux dollars furent ainsi imprimés sur son ordre et mis en circulation.

L'effondrement du système communiste promet de nous apporter de nouveaux renseignements qui seront sans nul doute d'un intérêt exceptionnel, à en juger d'après ces premiers indices ou « accidents de travail ». Par exemple, la révélation du ministre soviétique des Finances que son ministère disposait de 51,9 milliards de roubles - un quart du déficit budgétaire prévu pour cette année ! - sur deux comptes secrets (*Le Monde*, 14 novembre). Le directeur de la Banque d'Etat a confirmé que ces deux comptes secrets existaient depuis 1939 ! Le président de la Commission des lois du Parlement de Russie vient de faire une découverte analogue : il y avait bien une trésorerie secrète à laquelle le Parti avait un droit d'accès incontrôlable. Il a ajouté : « *Durant ces trente dernières années, personne n'a jamais fait l'inventaire de ce trésor* » (*The Wall Street Journal*, 15 octobre). Le journal américain faisait le même jour cette estimation : « *Officiellement, on sait fort peu de choses. Mais non officiellement, les journaux soviétiques rapportent que le Parti a caché environ 300 millions de roubles, soit 180 milliards de dollars, un tiers du Produit National Brut* » de l'URSS.

Quand les premières rumeurs se mirent à circuler sur les trésors secrets du Parti communiste, le trésorier du Parti, Nikolaï Krouchina, déclara l'année dernière que c'étaient des « *mensonges grossiers* ». Ses dénégations devinrent d'actualité lorsque, cinq jours après l'échec du putsch, il « *se jeta* » du cinquième étage de l'immeuble où il habitait. Selon la *Komsomolskaia Pravda*, Krouchina aurait laissé seulement ce mot : « *Je ne suis pas un comploteur, je suis un lâche. Prière de mettre au courant le peuple soviétique* ». Par ce « *suicide* », il ne fit qu'ouvrir la série, car au début d'octobre, George Pavlov, gérant des affaires du Parti (81 ans) « *se jeta* » lui aussi de sa fenêtre du septième étage...

Une commission spéciale a mené une enquête sur les affaires financières du Parti et selon le journal *Commerçant*, il dispose d'environ 7.000 comptes bancaires secrets en Europe, en grande partie en France. La rumeur publique parle d'un autre exhaut personnage du Parti, Oleg Chénine, membre du Politbureau, arrêté immédiatement après l'échec du putsch. L'enquête a déjà établi que depuis 1989, d'importants transferts d'argent ont été effectués par ses soins de l'URSS vers l'Occident.

Branko LAZITCH

Le Monde
EDITIONS

AU KREMLIN
COMME SI
VOUS Y ÉTIEZ

Khrouchtchev, Brejnev,
Gorbatchev et les autres
sous les feux de la *Glasnost*

BERNARD FÉRON
MICHEL TATU

COLLECTION
"LA MÉMOIRE DU MONDE"

LES FANTASTIQUES RICHESSES DU PCUS

La seconde moitié de l'année 1991 n'a pas fini d'étonner le monde. La veille des festivités du 7 novembre, la république russe a été marquée par un événement privant la fête nationale de tout son sens symbolique : le PCUS s'est trouvé définitivement interdit.

L'oukaze promulgué par Boris Eltsine stipulait notamment : « *Les événements des 19-21 août 1991 ont particulièrement souligné le fait que le PCUS n'a jamais été un parti. Il s'agissait d'un mécanisme de formation et de mise en pratique du pouvoir politique, opérant une fusion des différentes structures de l'Etat, et les soumettant directement aux ordres du PCUS. Les structures dirigeantes du PCUS réalisaient leur propre dictature et créaient, aux dépens de l'Etat, la base financière d'un pouvoir illimité* ».

En fait, bien avant la publication de cet oukaze, des enquêtes avaient été menées pour tenter d'évaluer la puissance financière du PCUS. Ainsi, le 30 septembre 1991, l'hebdomadaire « *Argoumenty i fakti* » établissait le bilan d'ensemble des avoirs du Parti.

On a appris alors qu'au 1er janvier 1991, son capital de base s'élevait à 5,2 milliards de roubles. De son côté, l'administration centrale gérant l'activité des partis communistes des diverses républiques disposait d'un capital de base de 4,3 milliards de roubles, dont 1,7 milliard était investi dans les entreprises d'édition du Parti, et 154,7 millions étaient placés dans les institutions centrales. Le seul service administratif du Comité central du PCUS disposait d'un capittal de 778,7 millions de roubles.

La valeur comptable des immeubles appartenant aux comités du Parti, à ses diverses institutions, entreprises et organisations, ainsi qu'aux établissements d'enseignement du Parti, était évaluée à 2,7 milliards de roubles.

En ce qui concerne les ressources disponibles du PCUS, elles se répartissaient au 1er janvier 1991 de la manière suivante : 5,4 milliards étaient inscrits sur divers comptes courants, dans des banques et dans les caisses du Parti ; 2,4 autres milliards avaient été placés sous forme de dépôts ; 5,8 milliards figuraient en titres et valeurs diverses, feuilles de route, etc. Au début de l'année, la balance du Comité central comportait 257,3 millions de roubles versés aux comités du Parti pour financer les activités économiques et industrielles.

A la même date, 7,3 millions de « roubles transférables » se trouvaient déposés sur un compte spécial « cotisations » du « *Vnechékonombank* » (Banque économique pour les rapports avec l'étranger). Aujourd'hui, la somme déposée au Vnechékonombank atteindrait 12,5 millions de « roubles transférables ».

Pour compléter le tableau, il faudrait ajouter à ces sommes astronomiques 2,7 milliards de roubles répartis entre diverses banques soviétiques avec des taux d'intérêt de 4 % à 16 %, entièrement exonérés d'impôts.

De son côté, la « *Komsomolskaia Pravda* » a publié le 17 septembre une interview du directeur-adjoint du service administratif du Comité central du PCUS, V. Michine. Evoquant les ressources du Parti, ce dernier a précisé que les cotisations représentaient 55 à 56 % de tous les revenus du PCUS. 43 % étaient constitués par les bénéfices réalisés sur la vente des innombrables publications, le reste provenant de diverses autres opérations. Le revenu le plus important, 2,7 milliards de roubles, aurait été réalisé en 1989. Deux ans plus tard, les cotisations ne se sont plus élevées qu'à 1 milliard 245,8 millions de roubles.

Malversations et détournements

Commentant les machinations financières du PCUS ainsi que ses fabuleuses richesses, le Général Aslanbek Aslakhanov, président du comité législatif du Soviet suprême de la république russe, a déclaré aux journalistes (« *Komsomolskaia Pravda* », 29 septembre 1991) qu'il dispose de documents exposant le mécanisme de « fuite » des divers trésors à partir des caisses de l'Etat, par le biais du Secrétariat du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS.

Il découle de ces documents que certains hauts fonctionnaires de ces deux instances disposaient librement, et sans aucun contrôle, des richesses déposées dans les coffres-forts de l'Etat où nul inventaire n'aurait été effectué depuis une trentaire d'années. Les objets précieux leur étaient cédés à des prix dérisoires.

Pour appuyer ses déclarations, le Général Aslakhanov a remis à la rédaction de la « *Komsomolskaia Pravda* » une liste de six pages « d'acquisitions » faites par divers responsables du Comité central. Ainsi, sur la commission n° 3170 du 18 février 1982, le fonctionnaire A.M. Samoïlov du Secrétariat du C.C. a acquis une bague en or sertie de huit diamants et trois broches serties respectivement de 6, de 8 et de 12 diamants pour...

pour 1088 roubles (aujourd'hui, près de 200 francs !).

De son côté, l'éminent publiciste Andrei Nouïkine écrivait dans l'hebdomadaire *« Novoyé Vrémia »* (n° 44-1991) :

« Les journaux nous ont appris que dans les caves de l'un des « fils fidèles » du PCUS, M. Guéorgadzé, Secrétaire du Presidium du Soviet suprême de l'URSS, on a découvert des masses de bagues, de boucles d'oreilles, de chevalières, de pendentifs... En outre, 8 kilogrammes de diamants, 100 lingots d'or, 40 millions de roubles, 2 millions en devises étrangères, des tableaux de Léonard de Vinci, Rubens, Van Dyck, Aïvasovsky... En tout, pour 5 à 6 milliards de roubles ».

Selon le Général Aslakhanov, on disposerait d'informations d'après lesquelles, au cours des deux dernières années, une importante partie des biens du PCUS aurait été investie dans le business d'Etat, dans des entreprises privées et dans des « joint-venture ». Plus tard, les traces de ces ressources auraient été soigneusement effacées. Actuellement, elles seraient déjà passées par cinq à sept « propriétaires » différents. Toutefois, d'après un communiqué de l'agence TASS du 12 novembre, 6 milliards de roubles et 13 millions de dollars en espèces, appartenant au PCUS, auraient d'ores et déjà été découverts sur les comptes de diverses entreprises commerciales et sociétés par actions. Tous ces biens ont été gelés.

A propos d'un certain nombre de mystérieux « suicides » de membres éminents du PCUS, manifestement mêlés à diverses opérations de financement, notamment Guéorgui Pavlov et Nicolas Kroutchina, tous deux ex-administrateurs du Comité central, André Nouïkine écrivait :

« Pourquoi les fonctionnaires du PCUS initiés aux mystères des réserves d'or du Parti ont-ils commencé à tomber de leurs balcons l'un après l'autre ? Il paraît que cela résulterait de la disparition des « idéaux » qu'ils ont servis. Mais cette perte d'idéal concerne beaucoup de monde. Pourquoi sont-ils les seuls à tomber des balcons ? »

Le financement clandestin du PCUS

Le journal *« Roussky Séver »* vient de publier une série de documents secrets du PCUS prouvant que les sommets dirigeants s'apprêtaient à mettre sur pied un nouveau système de financement clandestin du Parti.

Ainsi, dans une note datée du 23 août 1990 et intitulée : *« Des mesures urgentes pour l'organisation d'une activité politique et commerciale dirigée par l'étranger »*, figurent des recommandations très précises pour la création de diverses structures d'une économie « invisible » du Parti. Sont notamment exposées en détail les mesures à prendre pour développer diverses opérations financières « non affichées ». C'est ainsi que l'on souhaite vivement *« intéresser le Parti aux capitaux de firmes d'importance internationale, contrôlées par des entreprises économiques « amies » (c'est-à-dire dépendantes des partis communistes étrangers. TASS), grâce aux ressources en devises dont il dispose ».*

La note rappelle l'impérieuse nécessité d'observer *« un secret raisonnable et d'utiliser dans certains cas des formes anonymes, masquant les contacts avec le PCUS ».*

Le mécanisme du transfert des fonds à l'étranger

Dans sa livraison du 25 octobre 1991, le quotidien *« Sovietskaia Molodioj »* écrivait :

« En France, presque tous connaissent depuis longtemps l'existence de la société de transports maritimes « France-Navigation », créée par le Komintern avant-guerre. On savait également que le PCF prélevait un tribut sur chaque tonne de blé que la France vendait à une certaine période à l'URSS. Même lorsque Galina Dulanova ou Maia Plissetskaia dansaient à Paris, ou quand Yves Montand chantait à Moscou, les communistes avaient leur part de profit par l'intermédiaire de l'Agence littéraire et artistique parisienne, dirigée par le pseudo-historien Georges Soria » (1).

Même si l'on ne savait rien de tout cela en France, Andréi Gratchev, ancien haut fonctionnaire du C.C. du PCUS, devenu aujourd'hui ardent démocrate et proche de Gorbatchev, a reconnu dernièrement que des transferts d'argent avaient bien eu lieu. Il a simplement contesté le chiffre de 20 millions de dollars.

D'ailleurs, Khrouchtchev lui-même, au cours du XXIIe Congrès du Parti, avait affirmé, avec la fierté naïve qui lui était propre, que l'URSS aidait dans le passé et continuerait à l'avenir à accorder une aide fraternelle, tant morale que matérielle, aux partis frères dans le monde entier...

Au début du mois de septembre 1991, le Conseil des entrepreneurs de Moscou a constitué une commission spéciale chargée de contrôler les informations relatives aux transferts de fonds du PCUS vers l'étranger, notamment vers la France, principalement sous forme d'investissements et d'installations portuaires. D'importantes sommes d'argent auraient également été transférées d'une part en Amérique latine (Uruguay, Equateur, Nicaragua, Cuba) et, d'autre part au Proche-Orient.

Les enquêteurs sont parvenus à reconstituer le schéma d'après lequel se déroulaient les transactions. Ils affirment notamment que les ressources énergétiques qui tombaient aux mains du Parti étaient exportées vers l'étranger à des prix très bas et revendues ensuite aux prix du marché. Les bénéfices ainsi réalisés étaient versés sur des comptes privés « confidentiels ». Les principales transactions se seraient déroulées en Pologne.

Ce qui est beaucoup plus grave aux yeux des enquêteurs, c'est que certains ex-responsables du Parti seraient encore en mesure de disposer des sommes déposées sur des comptes à l'étranger, car

ils sont seuls à en connaître les numéros. Ainsi, dès le lendemain de l'échec du putsch, un ancien haut fonctionnaire du Parti s'est rendu en avion à Düsseldorf, en RFA, prétendûment pour des raisons de santé. Selon *« Sovietskaia Molodioj »*, ce personnage aurait disparu après un bref séjour à l'hôpital.

La main généreuse de Moscou

Comme l'a relaté le 30 octobre la télévision russe, Alexandre Evlakhov s'apprête à publier un livre sous le titre *« Les secrets du dépôt bancaire n° 1 »*. Dans une interview au correspondant de *« Radio-Liberty »* à Moscou, Evlakhov a déclaré :

« On peut affirmer avec certitude qu'au cours des dix dernières années, le « spectre du communisme » qui rôdait sur le globe terrestre a coûté approximativement 100 millions de dollars au peuple russe. Il est même possible aujourd'hui de répondre aux questions : qui, quand et combien ? Par exemple, le Parti communiste le plus cher a été le PCF, qui nous a coûté à peu près 24 millions de dollars en dix ans. La seconde place est occupée par le PC des USA, avec 21 250 000 dollars. La Finlande vient en troisième position avec 15,6 millions de dollars ».

A. Evlakhov a souligné en outre qu'au moment de l'enquête, les plus importants dossiers secrets ont été trouvés vides de leur contenu. On peut supposer que M. Boldine, responsable de la Section des affaires générales du Comité central, n'a pas quitté son poste les mains vides.

Toutefois, *« on dispose d'authentiques registres secrets qui constituent un document unique où toutes les décisions du Politburo, ainsi que les sommes versées, étaient consignées avec une exactitude scrupuleuse. Il s'agit d'une base juridique suffisante pour prouver que le PCUS n'a jamais été un parti politique, mais une structure super-étatique, revêtue de la toge d'un parti ».*

Ainsi, le financement des partis communistes occidentaux par le PCUS ne fait plus aucun doute. Comme l'a fait savoir l'agence TASS le 29 octobre, le parquet de Rome a même proposé aux autorités soviétiques l'ouverture d'une enquête internationale sur les *« fonds secrets »* du PCUS destinés aux *« partis communistes frères »*. Un premier témoin italien, le sénateur Emmanuel Maccaluso, membre éminent de l'ex-P.C.I., a confirmé qu'un tel financement avait bien eu lieu jusqu'au milieu des années 70, lorsque le Secrétaire général Enrico Berlinger l'a définitivement interrompu.

Selon un article de *« La Stampa »*, repris par l'agence TASS du 1er novembre, le mystérieux *« courrier rouge »* qui aurait été chargé du transport d'une partie des fonds du PCUS destinés aux partis communistes occidentaux par le biais du PC italien, aurait été Willi Schiaparelli. L'existence de ce personnage avait déjà été évoquée par un certain Gianni Cervetti, qui avait déclaré notamment qu'il existait au sein du P.C.I. un homme chargé des rapports financiers avec Moscou. Il s'agissait d'un *« vieux camarade »* en qui on avait une confiance absolue, et qui était décédé quelques années plus tôt.

Un autre mode de transfert des capitaux du Parti vers l'étranger était la voie maritime. Dans son programme *« Vesti »*, la télévision russe du 24 octobre a relaté, par exemple, que le 13 août 1991, la direction des entreprises de navigation de la mer Noire aurait reçu des cartes de crédit de l'*American Express*, ainsi que deux numéros de comptes à l'étranger, avec l'autorisation de prélever en une seule opération une somme d'au moins dix mille dollars. Bien entendu, aucun membre du personnel de cette entreprise, qui en compte des milliers, n'a été mis au courant d'une telle manœuvre.

En ce qui concerne le Portugal, un des procédés de financement aurait consisté en l'achat, par l'URSS, à des prix exagérément élevés, de marchandises de qualité très médiocre livrées par des firmes appartenant au Parti communiste portugais.

Le P.C. finlandais, quant à lui, recevait des subsides délivrés à Moscou par Ponamarev. Ces précisions ont été fournies à la télévision soviétique par Aarne Saarissen, qui a dirigé le PC finlandais entre 1966 et 1982.

Commentant ces activités clandestines, le chroniqueur Arcady Waksberg écrivait dans la *« Littératournaya Gazeta »* du 30 octobre 1991:

« Que les pays intéressés règlent leurs propres comptes avec les « partis frères » existant aux crochets du PCUS ! (...) Nous voudrions, quant à nous, jeter un regard dans les yeux rassasiés des « camarades » vivant dans les pays prospères, et recevant sans sourciller des mains de courriers clandestins de Moscou des serviettes bourrées de dollars. Ne se doutaient-ils sincèrement pas que leurs patrons du Kremlin dévalisaient leur propre peuple à des fins politiques infâmes ? Comment pouvaient-ils vivre avec cet argent volé, payé avec des larmes et du sang, toujours d'autrui ? Comment pouvaient-ils se reposer chez leurs hôtes si hospitaliers du Kremlin ? Mais que peut-on attendre en réalité de ces cyniques bavards, vantant dans toutes les langues du monde la justice sociale, éructant de satisfaction dans des fauteuils de velours ou des chaises-longues de plage, après avoir consommé du caviar russe et du brandy arménien ? ! C'est en vain que certains sénateurs « frères » ou leurs apparatchiks réfutent énergiquement leur dépendance financière du Kremlin ».

Ainsi, peu à peu, le jour se fait sur les activités indignes de *« l'avant-garde de la classe ouvrière »*. Mais saura-t-on retrouver les richesses populaires qu'elle a subtilisées ?

Michel SLAVINSKY

(1) Le journaliste soviétique ne confond-il pas Georges avec Lucien Soria, dont l'activité est évoquée par Pierre Rigoulot dans ce numéro ? NDLR.

ARCHIVES, DOLLARS et O.P.F.

Dans les jours qui suivirent le contre-coup d'Etat d'août dernier, Boris Eltsine mit la main sur les archives du Parti communiste d'Union soviétique.

75 millions de documents

Ces archives représentent 75 millions de documents, parfaitement protégés et entreposés dans de bonnes conditions de conservation. L'eau de Saint-Pétersbourg est à peine potable, les conditions de logement de ses habitants et de ceux des autres villes russes sont le plus souvent difficiles, mais les archives du PCUS bénéficient de la climatisation.

Une commission russo-américaine vient d'être constituée pour les examiner. Côté américain : James Billington, l'administrateur général de la bibliothèque du Congrès.

La partie russe, elle, est dirigée par Rudolph Pikhoya, responsable des archives pour la République de Russie, son adjoint étant Anatoli Prokopenko. Ce dernier, nous le connaissons : il avait, dans un style qui s'apparentait à celui de la langue de bois stalinienne, dénigré dans la presse soviétique, en avril et mai 1990, notre ouvrage *La Tragédie des Malgré-Nous*, consacré notamment au camp de Tambov, lieu de rassemblement obligé pour des milliers d'Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht entre 1943 et 1945. Les sources de M. Prokopenko pour faire éclater la vérité étaient alors... Béria et le général communisant Ernest Petit, un des anciens présidents de l'association France-URSS !

Malgré ses efforts, Maxime Ioussine, un journaliste des *Izvestia*, aujourd'hui correspondant russe du journal *La Croix* (!), ne put faire accepter dans le quotidien du soir de Moscou une réponse, pourtant traduite et même composée, et l'affaire en resta là.

Espérons qu'aujourd'hui, dépendant d'une autre direction et recevant d'autres orientations, M. Prokopenko manifestera un plus grand souci de la vérité historique.

Dollars et révélations

La collaboration avec une institution américaine aussi riche que la *Library of Congress* peut y aider. Et les « fuites » en matière de révélations historiques dont nous bénéficions actuellement de la part de l'ex-URSS ne sont sans doute pas étrangères aux dollars que peuvent proposer les chercheurs et les journalistes occidentaux. Il y a quelques semaines, le 15 novembre exactement, le journal *Libération*, dans un domaine certes un peu différent, publiait le tarif des entretiens qui est actuellement en vigueur en URSS : 350 $ pour la visite d'une unité de l'armée dans la région de Moscou ; 450 $ si la visite s'effectue hors de Moscou ; 400 $ pour un entretien avec le procureur de l'URSS, 1000 $ pour une interview « exclusive » avec un condamné à mort, etc.

Ces pratiques concernent aussi les archives : des fonctionnaires du KGB ont été récemment réprimandés pour la facilité avec laquelle ils étaient prêts à vendre certains documents de leur institution à des chercheurs et à des journalistes occidentaux.

En tout cas, quelle que soit la façon dont ces informations nous parviennent depuis août 1991, nous pouvons en dresser un bilan. Dans le domaine de la répression, nous avons eu des révélations sur le massacre, perpétré près de Kalinine, de plusieurs milliers d'officiers polonais. Il s'agit d'un massacre tout à fait complémentaire de celui de Katyn. Nous avons aussi appris (nous le révélions à nos lecteurs dans notre dernier numéro) l'exécution en toute légalité de 21 000 personnes condamnées à mort de 1962 à 1989.

Dans le domaine financier, ont filtré des renseignements concernant la mise à l'abri de sommes considérables (en Suisse notamment) par les dirigeants soviétiques (voir dans ce numéro l'article de Branko Lazitch : *« Moscou, une corruption de type nouveau »*), mais aussi des informations concernant le financement de certains partis communistes étrangers et de certaines firmes qui en étaient proches.

Ces entreprises (il s'agit d'une première liste, évidemment) sont au nombre de 45, dont la maison d'édition dirigée par Robert Maxwell, *Pergamon Press*, laquelle avait publié non seulement un ouvrage à la gloire de Ceaucescu (première question de l'interview introductif de Maxwell au Conducator : *« Qu'est-ce qui vous rend si populaire auprès des Roumains ? »*), mais aussi *La petite terre*, une nouvelle qui justifia l'attribution à Brejnev du prix Lénine de littérature.

Le journal britannique *The Independent*, plus précis, a dressé, à la suite de la *Nezavissimaïa Gazeta*, la liste de 21 de ces entreprises, parmi lesquelles nos lecteurs reconnaîtront certains organes de la presse communiste européenne (voir l'encadré ci-dessous).

Nous reviendrons en détail sur chacune d'entre elles dans un prochain numéro. Nous voudrions seulement nous arrêter quelques instants sur la seule entreprise française citée : l'O.P.F.

L'Office Publicitaire de France

Citée par *Le Monde* du 10 novembre 1991 rapportant l'article de *The Independent*, cette liste, et sa partie française notamment, n'a à notre connaissance attiré la curiosité d'aucun autre organe de presse.

L'Office Publicitaire de France (O.P.F.) a été constitué le 21 mai 1948. Cette S.A.R.L. déclare avoir pour but *« l'administration de budgets de publicité, le lancement de marques, l'établissement de campagnes publicitaires et plus généralement toutes opérations tendant à porter à la connaissance du public, les marques, les idées et les services »*.

Quel genre de marques, d'idées, de services ? Seules quelques indications nous permettent de comprendre dans quelles eaux (troubles) cette entreprise pouvait baigner.

Donc, création en mai 1948. Et à la base, quatre hommes, dont Etienne Dollé, président à l'époque du *« Crédit minier franco-roumain »*.

Entreprises ayant reçu des aides financières de la part du Comité central du PC soviétique, selon la *Nezavissimaïa Gazeta*

Allemagne : Plambek, Drukhaus Norden, Dasim, Loker, Barch International.

Autriche : Globus et Kraus.

Chypre : Delta, Kosmos.

Danemark : Land og Folk.

Etats-Unis : People's daily world.

France : O.P.F.

Grèce : Rizospastis, Papadopoulos, Filnas, Agapiou, Fidas, Omega, Rekor, Vek.

Italie : Unita, Teti, Editore Riuniti, Amilkare Pizza, Exilon.

Malte : Prei (ou Frei), Djamal, Porteks, Sport Trend, Imperial Prod, Anderves, Viska, Inteks Hozern.

San Marin : Faeda.

Suède : Koopl, Tess, Vigtrook.

Japon : Sea of Japon, Enternesh trading.

Portugal : ET-Commercioo, Metalkim, Cheychea Amorim, Planko, Avante.

Mais bientôt, l'homme important de cette entreprise s'avère être Lucien Soria, né le 23 juin 1922, frère de Georges Soria, l'historien communiste qui vient de mourir.

Ancien candidat communiste aux élections municipales de Vincennes en avril 1953 et aux élections sénatoriales en mai 1953, Lucien Soria fut conseiller financier du Comité central du Parti communiste français et demeura en contact avec de nombreuses entreprises liées au PCF. Organisateur de budgets publicitaires pour les pays de l'Est ou en relation avec eux, il s'est, par exemple, occupé en 1966 d'une promotion de la station *Radio Berlin international*, au temps de la RDA.

En 1973, l'O.P.F. était chargé de la publicité par voie d'affiches de la fête de *l'Humanité*.

En 1980, l'O.P.F. obtient des Soviétiques, qui organisaient les Jeux olympiques, l'exclusivité de *« la régie de tous médias et toutes opérations de promotion : publicité, sponsoring, merchandising »* (vu le boycott des Jeux, il est vrai, l'opération ne dût pas être d'un grand profit).

Pendant toutes ces années, Lucien Soria effectue de nombreux déplacements dans les pays de l'Est.

Tout cela n'est pas suffisant, bien sûr, pour nous éclairer complètement, et nous ne savons pas pourquoi, en particulier, cette entreprise au chiffre d'affaires respectable de 34 millions de francs en 1986, et de 39 millions en 1987, a été déclarée en liquidation judiciaire en septembre 1991. On ne comprend pas davantage pourquoi la puissante *Eurocom*, une entreprise publique, est venue s'associer à cette société, dont le nom complet est ainsi devenu *O.P.F.-Univas* (*Univas* étant le nom du réseau international de publicité du groupe *Eurocom*). Une mise au point publiée dans la presse en 1984 par le PDG de la société *Univas* expliquait que la spécialisation d'O.P.F. sur les marchés de l'Est avait intéressé le réseau Univas, qui lui avait donc proposé un accord d'association et avait pris une participation dans son capital.

Ces dernières années, Lucien Soria était toujours Président du Conseil d'administration et Claude Martin, administrateur de l'O.P.F. Ce dernier et la société *Eurocom* étaient alors les plus gros porteurs d'actions.

A la fin de 1989, la société procédait à une augmentation du capital, lequel passait de 250 000 F à 500 000 F.

Les registres du Tribunal de Commerce de Paris font apparaître alors que la BCEN, la banque soviétique bien connue, *« certifie le 25 mars 1991, avoir reçu 54 000 F, correspondant à l'augmentation du capital »*. Ces liens avec la banque soviétique ne sont pas fortuits : des numéros de compte dans cette banque soviétique apparaissent déjà en 1980 dans *« l'Empire »*, une étude qu'avaient consacrée les animateurs d'*Est & Ouest* de l'époque aux entreprises liées au PCF.

La cessation de paiements a été prononcée le 12 avril 1991 et le redressement judiciaire, le 2 sep-

tembre dernier. Notons que le commissaire aux comptes dont le nom Pirolli, apparaît en cette occasion, n'est pas un inconnu pour nous : il est le P.D.G. d'une société travaillant souvent avec des entreprises liées au P.C.F., et l'on retrouve son nom au comité de rédaction d'*Economie et Politique*, le mensuel économique communiste, de 1964 à 1970.

***

La décommunisation de l'ancienne Union soviétique ne sera menée à bien que lorsqu'aura été possible un retour sans complaisance sur les 70 ans du passé soviétique. De ce point de vue, les révélations qui nous parviennent déjà marquent seulement une des toutes premières étapes. Mais nous entrevoyons que dans ce domaine aussi, la mutation de l'URSS communiste vers des républiques démocratiques va nous toucher de près.

Des intellectuels, des politiques et des hommes d'affaires occidentaux vont, eux aussi payer les frais de la décommunisation à l'Est. Simple remboursement, après tout. Ce n'est que justice.

Pierre RIGOULOT

L'UNION FLOUE

L'*« Union des Etats souverains »* (UES ou SSG, selon ses initiales françaises ou russes), *« sujet du droit international et héritière de l'URSS »*, existera-t-elle un jour ?

Le 25 novembre dernier, à Novo-Ogarevo, dans la datcha du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, sept républiques seulement (1), sur les quinze qui constituaient l'Union soviétique, devaient signer le Traité constitutif de la nouvelle Union. Tout était prêt. Au dernier moment, les présidents de ces républiques ont décidé que le texte devait d'abord être approuvé par leurs parlements respectifs, ce qui a eu pour effet d'en ajourner la signature.

L'excès soudain de formalisme qui a provoqué ce nouveau retard provient, à n'en pas douter, de la mauvaise volonté de certaines républiques à signer ce Traité de l'Union, qui se trouve au centre de la vie politique de l'ex-URSS depuis près d'un an et qui a connu un nombre considérables de moutures, chacune pourtant moins contraignante que la précédente.

A l'issue de la réunion, lors de la conférence de presse qui devait être commune et que, finalement, il donna seul, Mikhaïl Gorbatchev stigmatisa d'ailleurs l'attitude des dirigeants républicains qui préféraient *« se ménager une réserve de temps et d'espace pour les manœuvres politiques »*. Il finit d'ailleurs par s'emporter devant les caméras : *« Les manœuvres, ça suffit ! Que chacun dise ce qu'il veut ! »*.

Cette indiquation est tout-à-fait légitime de la part d'un homme, président sans pouvoir d'un Etat disparu, qui a fait du sauvetage de ce qui reste d'Union son cheval de bataille. Le problème vient du fait que sa logique s'oppose à celle des républiques et qu'il est aujourd'hui bien seul à vouloir le maintien d'une structure fédérale. Seul l'Occident, qui voit d'un mauvais œil la disparition de l'ancienne Union et l'éclosion d'un nombre important de nouveaux Etats dans lesquels on devine, à tort ou à raison, des futurs facteurs d'instabilité, soutient fortement la position gorbatchévienne.

Pour les républiques, maintenir une union n'est pas un objectif prioritaire. Pour la plupart, elles ne sont pas opposées à une structure commune, mais à condition qu'elle soit la plus floue possible et que le Centre n'ait plus aucun moyen de leur imposer sa volonté comme c'était le cas par le passé. Certes, des facteurs objectifs plaident en faveur d'un maintien de liens entre les républiques : l'URSS, Etat fédéral en principe, était gérée par le centre comme un Etat unitaire, d'où des interpénétrations économiques inextricables. Mais dans la situation de crise généralisée, beaucoup de républiques (et même certaines régions au sein des républiques) estiment que toutes seules, elles auront plus de chances de résoudre leurs problèmes et de redresser leur propre économie. Quitte à rétablir des relations d'association plus tard, lorsque le besoin s'en fera de nouveau sentir, notamment du point de vue de l'élargissement des marchés.

En outre, la plupart des dirigeants, comme l'énorme majorité des habitants de l'ex-Union, ne font plus confiance à Mikhaïl Gorbatchev. Voilà en effet un homme qui était pour le maintien intégral de l'URSS lorsque les républiques demandaient simplement une renégociation du Traité fédéral. Il n'a accepté de négocier un Traité fédéral que contraint et forcé par les événements et par la volonté d'émancipation des républiques. Et maintenant que l'Union a éclaté, qu'elle n'existe pratiquement plus, il tente de sauver le peu de Centre qui reste. Sans compter que son attitude pendant le putsch raté d'août dernier est demeurée peu claire.

Le 21 novembre, le président ukrainien Leonid Kravtchouk, sceptique quant aux chances de signature du Traité, résumait l'état d'esprit général en déclarant : *« Le centre s'est compromis, c'est pourquoi il faut commencer sur des bases fondamentalement nouvelles. S'il s'agit de résoudre les*

problèmes généraux, comme les questions stratégiques militaires ou spatiales, je suis pour, mais il n'est pas indispensable de garder une union avec des ministères, des départements et une équipe présidentielle, c'est-à-dire de retourner aux structures anciennes ».

Or, c'est exactement cela que prévoyait le Traité qui devait être signé le 25 novembre. Certes, il rendait caducs la Constitution brejnévienne de 1977 et le traité de décembre 1922 qui instituait l'URSS. Associé à la Déclaration des droits de l'homme de 1948, ce Traité devait être la seule base constitutionnelle d'existence de la confédération, les républiques vivant sous leur propre Constitution.

Au surplus, ce texte, très général dans son énoncé, laissait les républiques libres non seulement d'assurer leur développement économique, mais aussi de créer des « armées nationales ».

Bien entendu, une armée fédérale était conservée : *« L'Union des Etats souverains a des forces armées unies et est chargée de la gestion centralisée des forces stratégiques, y compris de l'arme nucléaire »*, indiquait l'article 5 du texte, tout en stipulant que *« l'utilisation des forces armées de l'Union à l'intérieur du pays est interdite, sauf pour les conséquences des catastrophes naturelles et écologiques ».*

En revanche, il créait un *« gouvernement de l'Union »*, qui avait disparu depuis la dissolution du gouvernement de Valentin Pavlov pour sa complicité dans la tentative de coup d'Etat. Ce gouvernement, réduit à quelques ministères, devait regrouper les ministères de la Défense et des Relations extérieures et gérer la *« propriété commune des républiques »*. La formation du budget, la sécurité collective et la coordination de la politique extérieure, prérogatives fédérales, devaient encore faire l'objet de traités annexes.

Le texte définissait aussi les structures exécutives et législatives de l'Union, qui devaient comprendre, en plus du Gouvernement, un Président, un Conseil d'Etat, un Parlement, une Cour suprême, une Cour d'arbitrage et une Procurature.

Naturellement, le Président de la nouvelle UES devait être chargé du commandement en chef des forces armées et de la représentation de l'Union dans les relations avec les Etats étrangers. En outre, il devait être *« élu par les citoyens de l'Union pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois »* (article 7).

Il est probable que c'est surtout ce dernier point qui a posé problème : les présidents républicains, élus au suffrage universel dans le cadre de leurs républiques, auraient eu au-dessus d'eux un président investi d'une manière encore plus large et qui, grâce à cette légitimité d'un niveau supérieur, aurait pu s'imposer à eux.

Or, les républiques, si elles sont prêtes, pour la plupart, à admettre un pouvoir central, estiment qu'il doit émaner d'elles et non l'inverse.

En fait, le problème du maintien de l'Union est d'autant moins urgent à leurs yeux que celui de la succession de l'URSS peut très bien être résolu dans le cadre républicain. La Russie s'est déjà déclarée disposée à récupérer l'arsenal nucléaire du pays et à prendre en charge la totalité des dettes extérieures de l'ancienne Union.

Même si certaines républiques ne voient pas d'un très bon œil l'émergence d'une Russie aussi forte, ce phénomène leur semble inéluctable et elles doivent s'en accommoder. Un Etat fédéral ne serait même pas une véritable protection contre un éventuel hégémonisme russe dans la mesure où le poids de cette république serait prépondérant dans n'importe quelle Union, dont les structures pourraient alors devenir un instrument d'asservissement.

Pour faire face à ce risque éventuel, certaines républiques, particulièrement l'Ukraine, envisagent de créer leurs propres arsenaux nucléaires, ce qui provoque un fort malaise chez les Russes, conscients de leur volonté de respecter l'indépendance de leurs voisins, mais qui craignent à leur tour d'être coupés du reste de l'Europe par des Etats dotés de l'arme nucléaire et qui pourraient évoluer vers de gouvernements dictatoriaux. Chacun est conscient que la solution se trouve dans un désarmement général. Depuis plusieurs mois, Boris Eltsine préconise la destruction de 90 % des arsénaux soviétiques.

C'est sans doute la menace de voir un jour apparaître des conflits inter-ethniques « nucléarisés » qui a conduit Gorbatchev, en accord avec le Conseil d'Etat où siègent les présidents des républiques, à regrouper toutes les forces stratégiques nucléaires soviétiques sur terre, air et mer dans le cadre d'un commandement des *« forces stratégiques défensives »*, confié au Général Iouri Maximov, officier de carrière de 67 ans qui dirigeait jusque-là les forces de missiles stratégiques, une des cinq armes des forces soviétiques. Comme le maréchal Evgueni Chapochnikov, actuel ministre de la Défense, le Général Maximov avait refusé en août de suivre les ordres des putschistes.

Naturellement, la création de ce nouveau commandement apparaît également comme une ultime tentative du pouvoir central pour conserver la mainmise sur les armes nucléaires et pour couper court aux litiges apparus entre la Russie et l'Ukraine. Cette décision répond également à l'une des principales exigences de l'Occident.

***

C'est d'ailleurs sur ce point qu'a particulièrement insisté Edouard Chevardnadze, ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS et nouveau ministre des Relations extérieures de l'ex-URSS. Lors de sa première intervention publique à ce nouveau poste, le 19 novembre, il a notamment déclaré que *« la plus grande menace* (nucléaire) *pour le monde entier réside dans les conflits intérieurs de l'URSS ».*

De nombreux commentateurs ont jugé que la no-

mination de Chevardnadze à la tête de la diplomatie constituait un succès pour Mikhaïl Gorbatchev, dans la mesure où cela confortait ce qui reste du pouvoir central. En fait, une telle vision ne tient pas compte de deux éléments importants :

1) **Le contentieux qui régne entre les deux hommes.** Dans un entretien aux *Izvestia*, le 20 novembre, Chevardnadze expliquait qu'il avait accepté ses nouvelles fonctions parce que *« le tournant de Mikhaïl Sergueïevitch vers la démocratie est définitif »* et qu'*« après août, le président a tiré des conclusions très importantes »*. Voilà qui confirme l'explication de sa démission, en décembre dernier, que nous donnions dans ces mêmes pages : pour le ministre des Affaires étrangères, la dictature qui menaçait à l'époque était bien favorisée par Gorbatchev.

Après le putsch, alors que Chevardnadze était prêt à envisager son retour à la tête de la diplomatie que réclamaient les démocrates unanimes, Gorbatchev, qui a la rancune tenace, s'y était opposé, lui préférant le fade Boris Pankine, qu'il estimait sans doute pouvoir contrôler plus facilement.

D'ailleurs, il est aujourd'hui établi que même s'il n'avait pas démissionné avec éclat en décembre, Chevardnadze n'aurait pas conservé son poste de chef de la diplomatie soviétique : Gorbatchev considérait alors que son ministre commençait à lui faire beaucoup trop d'ombre à l'étranger.

Aujourd'hui, cette ombre risque de devenir d'autant plus épaisse que le nouveau ministre est auréolé de son éclat de démocrate et de résistant à la dictature, alors que Gorbatchev n'est pas sorti intact de l'aventure, même si on lui accorde le bénéfice du doute.

2) **La division du pouvoir central que cela implique.** Il est clair qu'Edouard Chevardnadze, de par sa personnalité, ne sera pas un simple exécutant de la volonté présidentielle. En fait, ce qui reste de pouvoir central vient d'être coupé en deux. Cela affaiblit d'autant Mikhaïl Gorbatchev.

Le nouveau ministre s'est d'ailleurs ostentiblement rangé du côté des républiques en rendant un hommage appuyé à Boris Eltsine : *« Sans la Russie, la politique extérieure de l'Union ne peut pas exister »*, a-t-il déclaré aux *Izvestia*, en précisant qu'il souhaitait coopérer avec la direction russe et en affirmant que Boris Eltsine avait *« accueilli avec enthousiasme l'idée de sa nomination »*. *« Nous sommes convenus de rester en contact à l'avenir*, a-t-il précisé. *Pendant le putsch, les démocrates ont montré au peuple qu'ils étaient capables de défendre la liberté, aujourd'hui la situation est encore plus grave, il faut sauver la démocratie et le pays »*.

De son côté, Boris Eltsine précisait qu'il avait personnellement conseillé à Gorbatchev de nommer Chevardnadze ministre des Relations extérieures de l'URSS. Il est permis de penser qu'il s'agissait-là d'un conseil à caractère impératif.

Symbole de cette nouvelle donnée diplomatique, le président Eltsine a nommé dès le 19 novembre son premier *« représentant plénipotentiaire spécial »* à l'étranger, Andreï Kolosovski, qui doit représenter la Russie auprès des Etats-Unis au sein de l'ambassade soviétique à Washington.

En fait, il ne fait guère de doute que Chevardnadze va travailler en faveur de l'Union qui, selon lui, doit être préservée. Mais il s'agit d'une Union différente de celle qu'envisage Gorbatchev et qui préside encore au processus de Novo-Ogarevo : pour le président soviétique, le centre doit être le successeur de l'URSS, il existe donc par lui-même, indépendamment de ses composantes. Cette conception rassure les Occidentaux, mais inquiète les gouvernements républicains.

Pour Chevardnadze, le centre ne peut exister que par l'accord des républiques et il ne peut gérer que ce que ces dernières acceptent de lui confier : aujourd'hui, la gestion des arsenaux nucléaires, qui posent un véritable problème à tout le monde, et les relations extérieures (le nouveau ministère est chargé de la diplomatie et du commerce extérieur), ce qui est indispensable à la reconstruction économique de l'ensemble des républiques.

Ce centre-là n'est pas incompatible avec la recomposition, à plus ou moins long terme, d'un véritable Etat fédéral issu de la volonté et de la conjonction des intérêts des républiques. Il n'est pas non plus incompatible avec la reconstitution d'un ensemble purement slave, autour de la Russie. Et il a également le mérite de rassurer les Occidentaux.

Pierre LORRAIN

(1) Russie, Biélorussie (nouveau nom : Bélarus), Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirguizstan, Tadjikistan et Turkmenistan. La présence de l'Ouzbékistan qui, dans un premier temps, avait décidé de ne pas participer aux négociations et de ne pas signer le traité, compensait l'absence de l'Azerbaïdjan, qui avait négocié le texte, mais dont le président avait renoncé à se rendre à Moscou en raison de la situation très tendue avec l'Arménie.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Président du conseil d'administration :
Claude HARMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, avenue Raymond-Poincaré
75116 Paris – Tél. : 47.04.24.02 – Fax : 45.53.42.82

Prix de vente au numéro : 30 francs
Abonnement annuel : 310 francs
Étranger : 410 francs

Impression : EDIMPRA – 20, rue Doudeauville,
75018 Paris C.P.P. 59 594

POST-COMMUNISME : DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT ?

Le machiavélisme de Gorbatchev et consorts, nous disaient en 1990 les derniers tenants du complot et d'une main invisible, mais rouge, tirant les ficelles à Moscou, consistait, imitant en cela Lénine en avril 1917, à reculer pour sauver l'essentiel. Le glacis est-européen tombait, mais le PC sauvegardait son emprise.

La thèse a perdu de son lustre après août 1991 et les événements que l'on sait. Les quelques doutes manifestés ici et là quant à la réalité du coup d'État et donc du contre-coup d'État de Moscou en août dernier, se sont tus.

Rares sont ceux qui évoquent encore une mise en scène. Il est vrai qu'un dernier carré de tenants d'un plan machiavélique nous assure que la suspension, puis l'interdiction du PC en Russie prouvent précisément la valeur de ce qu'ils avançaient : pour satisfaire son rêve d'hégémonie paneuropéenne, le « vieux PC » serait remplacé par un « deuxième échelon » de dirigeants subtilement léninistes, capables d'ouvrir l'ex-URSS au capitalisme occidental et de proposer à l'Ouest des structures politiques qu'il pourrait accepter dans le cadre d'une Europe confédérée. La *« nouvelle pensée »*, habilement développée par un Chevarnadze, par exemple, ne serait que *« le stade ultime du nihilisme révolutionnaire »* !

Une révolution escamotée ,

Cette thèse rejetée, reste comme un doute, un malaise.

Qui tient aux incertitudes du rôle exact qu'a pu jouer Gorbatchev aux alentours du 20 août.

Qui tient aussi à l'insuffisante rupture du nouveau régime avec l'ancien. Les mêmes hommes sont souvent là, et s'ils ne prononcent pas le même discours, du moins occupent-ils, comme avant, des postes de direction. A commencer par l'ancien secrétaire général du PC soviétique.

Qui tient encore au blocage institutionnel et économique du pays. Depuis trois mois que le putsch a eu lieu, force est de constater qu'aucune dynamique sociale ne soulève le pays. Apparemment résignés, les citadins font la queue pour acquérir des vivres contre des roubles chaque jour un peu plus inconsistants, pendant que les paysans attendent comme l'Arlésienne une privatisation dont on leur parle beaucoup, mais qu'ils ne voient pas venir.

Boris Eltsine contre Mikhaïl Gorbatchev, le Centre contre les Républiques, les minorités nationales dans chaque république – y compris la Russie – contre leurs gouvernements respectifs, tel est le tableau qui s'étale sous nos yeux.

Ce n'est ni le spectacle du communisme asiatique, qui contrôle encore bien la situation, ni même les déchirements entre Serbes et Croates, pour ne pas parler des Slovènes, des Albanais et des Macédoniens, ou ceux (heureusement moins graves) entre Tchèques et Slovaques, Roumains et Hongrois, qui pourraient donner à l'avenir des couleurs plus riantes – celles dont on parait il y a quelques années le post-communisme.

Le « national-populisme »

La Gauche – nous ne parlons pas du réduit communiste, mais de la Gauche respectable, de la Gauche démocratique – ne s'est pas empressée de tirer un trait sur le communisme, de reconnaître les erreurs qui ont été les siennes dans le passé en le ménageant, en tentant même parfois d'en faire un allié. Et résonnent encore à nos oreilles les appréciations positives d'un Pierre Mauroy sur le brejnévisme ou d'un François Mitterrand sur certains communismes centre-européens. Et résonne encore le trop fameux *« évidemment nous ne ferons rien »* de Claude Cheysson, au lendemain du coup d'État de Jaruzelski, pour ne pas évoquer, plus près de nous, certaine visite présidentielle à un Erich Honnecker déjà branlant et certaine considération, également présidentielle, sur la solidité à long terme du mur de Berlin.

La Gauche se tait ou abandonne à une partie de la Droite le soin de dresser la liste de ses erreurs ou de complaisances à l'égard de l'Est, une liste qu'elle aurait d'ailleurs pu aligner, elle aussi, pour la plus grande gêne de ses adversaires.

La Gauche se tait ou se prend d'une nostalgie imbécile. Jean-Denis Bredin et Régis Debray nous ont donné ces dernières semaines le spectacle affligeant de « pleureuses du communisme », pour reprendre la percutante expression de Jacques Julliard.

La Gauche s'inquiète ouvertement, en revanche, de ce qu'elle appelle la montée du national-populisme. Pêle-mêle, elle évoque, non sans arrière-pensées électorales françaises, l'opposition de l'Église catholique polonaise à l'avortement, l'antisémitisme présent en Hongrie (et ailleurs), les violences xénophobes des *« skins »* d'ex-RDA, et même le *« désolant attrait »* manifesté dans toute l'Europe ex-communiste pour l'*« américan way of life »*, signe d'extrémisme lui aussi, et d'une sauvagerie d'un type nouveau. Elle n'hésite pas à évoquer ce national-populisme dès

qu'une nationalité élève la voix. Géorgiens et Moldaves, Ukrainiens et Azéris en sont soupçonnés à des titres divers, sans comprendre que le communisme avait nié, malgré une reconnaissance formelle et pour tout dire folklorique, leur identité nationale au profit de leur *« citoyenneté soviétique »*. Et il n'est pas jusqu'aux Baltes dont on ne commence à dire sous le manteau qu'ils ont eu (pour le moins) une résistance plus active face aux Soviétiques que face aux nazis, et qu'une certaine épuration ne serait pas inutile dans les rangs mêmes des nationalistes.

Il est vrai qu'il y a de quoi avoir le vertige. A moins de voir des manœuvres du KGB partout, d'autres mouvements nationaux, minoritaires, affectent chacune des républiques de l'ex-empire. Les Géorgiens ont, entre autres, les Ossètes ; les Moldaves, les Gagaouzes ; les Lituaniens, les Polonais. La Russie elle-même ne s'est pas débarrassée du problème des minorités nationales en reconnaissant aux républiques périphériques leur souveraineté ; récemment, les Tchétchènes ont fait parler d'eux. Les Ossètes (encore eux, mais il existe sur le territoire russe une « Ossétie du nord »), les Daghestani (en fait, une mosaïque de peuples), les Tatars et les Bachkirs se manifesteront bientôt à leur tour. Et ce morcellement possible n'est pas seulement inquiétant par la sorte de démultiplication des centres de décision, des lieux d'affrontements, voire de dangers pour l'Ouest. Il renvoie aussi à nos propres possibilités de morcellement, d'autant plus vivement que l'atténuation de l'identité de chacun des États qui composent l'Europe occidentale est à l'ordre du jour avec la construction européenne.

La Russie ne joue d'ailleurs pas seule un rôle ici. En joue un aussi, et combien important, la disparition de la Yougoslavie, un État « concocté » par la France en 1918, aussi ancien donc que le retour de l'Alsace et de la Moselle à la France, au profit d'États dont beaucoup, à l'Ouest, légitiment la volonté sécessioniste par les résultats électoraux récents.

Pourquoi, dans ces conditions, la Corse et la Catalogne, l'Alsace et la Bretagne ne se réclameraient-elles pas demain de la même légitimité ?

L'intégrisme

Reste que c'est d'éparpillement qu'il s'agit, de repli sur soi, de volonté toute casanière d'être « chez soi » et « entre soi ». Et qu'en un temps d'informations – mais aussi de personnes et de biens – circulant de façon chaque jour plus facilement et plus universellement, on peut douter que ces projets aient un grand avenir devant eux, tout au moins dans leur forme radicale...

Une dimension du communisme agonisant est en revanche bien présente. Si présente même qu'on peut se demander si le communisme lui-même n'en était pas, tout simplement, une des formes. Nous voulons parler de l'intégrisme. Comme le souligne André Glucksmann dans un livre qui n'a pas eu tous les honneurs qu'il méritait (1), la croyance en la détention d'un Bien pour lequel il est évident qu'on doit se sacrifier, un Bien qui assure le salut collectif, un Bien démontré (ou évident), voilà ce qui caractérise l'intégrisme (en ce sens, l'intégrisme n'est pas réservé à une fraction du monde musulman, juif ou chrétien). Les communistes, serviteurs d'une Histoire qui faisait sens vers une sorte de parousie généralisée, étaient des intégristes, tout comme nos mollahs iraniens appelant au meurtre de l'infidèle Salman Rushdie, ou jadis nos partisans d'un monde aryen guidant par le fer s'il le fallait une humanité racialement plus ou moins impure. Antiaméricanisme, antisémistisme, antioccidentalisme se retrouvent dans tous ces mouvements.

En finir avec le totalitarisme ?

Ainsi, il n'y aurait pas, avec l'effondrement du communisme, de fin de l'Histoire, comme aime à le répéter le philosophe nippo-américain Francis Fukuyama. Ni même de fin du totalitarisme. Il faudrait pour cela que nous soyons assurés de la disparition prochaine d'idéologies voulant en finir, au nom d'un Bien, d'une Cause sacrée, avec un Occident dont une des tares majeures est de distiller le scepticisme à l'égard des valeurs collectives et de nier modestement le pouvoir d'établir le paradis sur terre.

« La maladie incriminée (par les intégrismes) *est division, altérité, déracinement, existence dispersée : une diaspora. La santé promise est inversement unité, communauté, intégration des parties dans un tout, bon ensemble qui contient ses éléments et se contient lui-même, humanité qu'en bloc l'origine institue et qu'une fin honorable réconcilie !... »* (p. 113).

L'effondrement de ce qu'on appelait le *« bloc socialiste »* doit être l'occasion d'une réflexion et non d'une illusoire satisfaction occidentalocentriste. Depuis la terrible guerre de 1914, dit Glucksmann, l'Occident, ébranlé par ses propres armes, ne peut définitivement plus prétendre, comme il le faisait, à la certitude du Bien, ou d'un Bien.

Mais, percevant le Mal, nous pouvons essayer de le repousser modestement, sans solution finale ou solution miracle. Du mal, il y en a partout, et de l'ignorance, et de la souffrance, qui voisinent tout le temps avec leur contraire.

Façon, si cela est possible, d'établir une hiérarchie de nos inquiétudes et de trouver quelques raisons de nous réjouir, dans cette Europe instable et menacée plus que jamais de nouveaux morcellements, mais aussi libérée du communisme, une des figures de l'intégrisme.

Pierre RIGOULOT

(1) André Glucksmann, *Le XIe commandement*, éd. Flammarion, Paris 1991, 345 p., 120 F.

LA « PERESTROÏKA » À LA LUMIÈRE DE FÉVRIER 1917

Le quatrième et dernier « nœud » de *« La Roue rouge »*, œuvre épique de Soljénitsyne consacrée à la révolution de 1917, vient de paraître en russe. Intitulé *Avril 17*, il comprend deux volumes et un appendice de 130 pages qui contient un résumé des 16 autres « nœuds » que l'auteur projetait jadis, et qu'il a décidé de ne pas écrire. Malgré la récente publication en U.R.S.S. des trois premiers « nœuds » (dont, à l'heure actuelle, deux seulement existent dans une traduction française : *Août 14* et *Novembre 16*), ce livre reste le moins connu du public soviétique parmi les œuvres de Soljénitsyne. A la différence des autres, il n'a presque pas circulé en *samizdat* (le principal réseau de diffusion jusqu'à 1985), en partie en raison de sa longueur (l'ensemble fait plus de 6 000 pages), en partie aussi parce qu'à l'époque où le livre a été publié en Occident, le *samizdat* était déjà pratiquement démantelé. Seule la première version d'*Août 14*, parue en 1971, est bien connue.

L'accueil que le lecteur soviétique réservera à la gigantesque fresque soljénitsynienne est plus qu'incertain : elle aura à affronter à la fois les préjugés défavorables d'une bonne partie de l'intelligentsia « progressiste », l'indifférence du grand public et, surtout, le manque de bonne volonté : combien seront-ils à posséder l'endurance nécessaire pour lire les 1 200 pages de l'écriture extrêmement dense et travaillée de ce quatrième « nœud » ?

La comparaison entre les péripéties de la *« perestroïka »* et celles du bouleversement de 1917 est depuis quelque temps déjà devenue un lieu commun ; elle présente l'avantage et l'inconvénient de tous les parallèles historiques : rassurants, ils n'expliquent pourtant pas grand chose de la situation que le pays est en train de vivre : la presse soviétique indépendante se complaît à comparer Gorbatchev et Kérenski – d'accord, tous les deux ne brillent pas par la fermeté et la résolution – et alors ? Mais Tchkheidze ? Mais Goutchkov ? Mais le parti bolchévik ? Lénine enfin ! En outre, il ne suffit pas de désigner les acteurs, il faut également dégager les mécanismes de « l'intrigue », les rapports de forces, la nature des conflits. Il ne suffit pas de parler d'une « démocratisation », il faut la prouver et en circonscrire les domaines. Si parallèle il y a, il serait ailleurs, mais pour pouvoir comparer, encore faut-il bien connaître les choses qu'on compare. Or, la plupart des Soviétiques ignorent presque tout de cette période si complexe, entièrement escamotée dans les manuels officiels. Quant à la situation actuelle, on s'aperçoit que, malgré l'abondance des données, des faits, des événements et des opinions, la plupart des analyses consacrées à la *« perestroïka »* se révèlent dépassées quelques mois à peine après leur publication, vieillies comme de vulgaires articles de presse.

Comment trouver la distance nécessaire ? Aujourd'hui, elle n'existe pas encore et peut-être le seul moyen de comprendre le sens de ce qui se passe en Russie est-il d'approcher l'actualité par le biais de l'analogie ? Ce n'est peut-être pas pour rien que Soljénitsyne affirmait encore en 1979 : *« Février 1917, nous devons apprendre à le connaître – et à nous en méfier, car sa reproduction serait une catastrophe irrémédiable. Il faut que tout le monde le comprenne avant que s'amorcent chez nous les premiers changements d'ordre politique »* (Interview à la BBC, 1979). Et encore : *« Ce sont pour nous des dangers nouveaux et pour y résister, il faut bien connaître du moins notre expérience russe »* (ibid).

Ecrivain et/ou historien ?

Le but de Soljénitsyne serait donc de décrire une expérience qu'il juge capitale et qui risque de se reproduire : *« Je ne vois guère d'objectif plus haut que de me mettre au service de la réalité : c'est-à-dire de recréer notre réalité piétinée, anéantie et calomniée »* (Interview donnée à N. Struve, 1976). Ainsi vise-t-il un objectif historique et il voudrait l'atteindre par des moyens artistiques. Il en a parfaitement le droit. Mais en énonçant une telle prétention, il s'engage à rendre son travail conforme aux exigences historiographiques, alors qu'en tant qu'auteur d'une *œuvre littéraire*, il est libre de faire de la matière historique ce que bon lui semble – mais dans ce cas, selon quels critères faut-il juger son œuvre ?

A une question semblable, posée dans une interview, il a répondu : *« Mon but consiste à reconstituer la vérité dans toute sa plénitude. Pour cela, on est obligé de recourir aux moyens artistiques [...], car un historien se sert uniquement du matériel factuel, documentaire, dont la grande partie n'existe plus [...] et ses chances de pénétrer l'essence même des événements sont limitées. Un artiste est capable de voir davantage et d'une façon plus pertinente, grâce à la méthode formidable qu'est la vision artistique. Ce n'est donc pas un roman, mais un recours à l'ensemble des moyens littéraires disponibles afin de mieux pénétrer l'essence des événements historiques »* (Interview à la BBC, 1976). Ainsi, la frontière entre l'histoire et la littérature s'efface et la prose même devient chez Soljénitsyne un instrument d'analyse historique :

la conception historiographique de l'écrivain ne peut être dégagée qu'au moyen de la critique littéraire du texte. C'est la seule chance de comprendre en quoi consiste sa vérité historique.

Soljénitsyne est persuadé qu'une connaissance objective du passé est possible, mais est méconnue et occultée. Le propre de la vérité historique est d'être évidente : elle n'a pas besoin d'être arrangée, ni interprétée – il suffit de la décrire sans rien omettre. Cette attitude explique la minutie du récit soljénitsynien, la lenteur de sa progression et le ralentissement grandissant du tempo de la narration : les deux volumes d'*Août 14* décrivent les 11 jours d'opérations militaires qui culminent dans le débâcle de l'armée russe du général Samsonov, mais une bonne partie de ses 1 000 pages sont des *« flash-back »* qui embrassent l'histoire russe de la décennie qui précède la guerre. *Novembre 16* fait 1 200 pages, couvre 20 jours et contient également plusieurs chapitres rétrospectifs. *Mars 17* fait 2 900 pages et couvre 23 jours, sans aucun retour en arrière ; quant à *Avril 17*, il fait autant de pages et couvre lui aussi 23 jours ; à cela, il faut ajouter les 130 pages contenant les synopsis des 16 « nœuds » qui ne seront jamais écrits. Cette démarche se comprend aisément : à mesure que le récit progresse, nous nous approchons de l'épicentre du drame ; il importe d'en dire tout, car la vérité devient ici une notion quantitative, mesurable : sa valeur réside dans sa plénitude. Seul, ce qui est décrit existe et représente une vérité irréfutable, alors que ce qui ne l'est pas reste défiguré par le mensonge ultérieur.

***

L'intérêt de Soljénitsyne pour la révolution est né d'un besoin d'élucider l'échec du régime communiste qui, dès la fin des années 30, lui paraissait évident. Elle représente pour lui une cassure, un arrêt brutal de l'évolution lente et organique du pays, qui la fait sortir de ses gonds, qui bouleverse la société et qui fait peser le danger de désagrégation sur l'individu. Cette *« cassure »* serait imputable à un groupe social (l'intelligentsia libérale) qui a manqué à ses devoirs : au lieu de pallier les carences du régime, elle attise ses contradictions en entretenant un conflit permanent entre le pouvoir et la société civile – plus exactement, entre le pouvoir et ceux qui se font passer pour l'unique représentant légitime de la nation.

Tout en étant une *« cassure »*, la révolution apparaît chez Soljénitsyne comme un processus d'une certaine durée, composé de séquences à valeur inégale ; sa tâche consiste précisément à analyser ce processus, à le « chronométrer », à le découper en segments, à les évaluer ensuite et – surtout – à comprendre la logique de leur enchaînement : dans quelle mesure ce processus était-il déterminé et inévitable ? Dans ce dessein, il introduit la notion du « nœud » : *« Dans la courbe de l'Histoire – au sens mathématique – il y a des points critiques [...]. Ce sont ces points-là – les Nœuds – que je décris d'une façon particulièrement minutieuse : c'est-à-dire dix ou vingt jours de narration continue. Je choisis ces points avant tout là où le cours des événements est déterminé par des facteurs intérieurs et non pas extérieurs, là où l'Histoire prend une décision ou amorce un tournant »* (Interview donnée à N. Struve, 1976).

Soljénitsyne est un volontariste et sa notion de « nœud » le prouve : c'est un moment qui contient en lui plusieurs possibilités, où tout peut encore basculer ; c'est le moment de liberté à l'intérieur d'un processus déterminé. Cette liberté est véhiculée par l'Homme et en effet, l'individu joue dans *« La Roue rouge »* un rôle extrêmement important, non seulement parce que Soljénitsyne est écrivain et doit « animer » sa narration, mais parce que dans sa vision de l'Histoire, les hommes ne sont pas des marionnettes, ils sont de véritables agents. L'histoire de Soljénitsyne est réversible ; les changements de cap ne peuvent être effectués qu'à certains moments (« nœuds »), mais pour y réussir, il faut qu'émerge un consensus : une somme d'efforts individuels devient une force capable d'infléchir le cours des choses.

Composition : choix de segments chronologiques

La narration de Soljénitsyne s'arrête en avril 17, époque où le pouvoir est encore aux mains du gouvernement provisoire. Un appendice à la fin du 4e « nœud » contient un plan assez détaillé des 16 autres « nœuds » qu'il projetait d'écrire pour avoir le tableau complet de la révolution russe. D'après ce plan, le récit devait s'arrêter en 1922 : la fin de la guerre civile et la consolidation du pouvoir bolchévik dans le pays. Ce découpage chronologique place le centre de gravité du récit à la période creuse du pouvoir vacant, l'anarchie qui a précédé le coup d'Etat bolchévik. Pourquoi ?

L'explication qui vient d'abord est celle du manque de temps : si Soljénitsyne avait pu achever son épopée, le centre de gravité se serait peut-être situé ailleurs. Cela nous paraît cependant peu probable : il y a de fortes raisons de croire que les événements de février sont le véritable « nœud » de l'Histoire russe du XXe siècle. L'auteur l'indique lui-même en disant que plus il étudiait la période en question, plus il se persuadait que *« tout était déjà joué »* en février, plus le coup d'Etat d'octobre lui apparaissait comme un coup de grâce plutôt qu'un véritable tournant historique : *« Dès que je me suis plongé dans la révolution de Février, tout s'est éclairci. Alors que je fonçais sur Octobre, en croyant que Février se trouvait simplement sur mon chemin, j'ai compris soudain que la malheureuse expérience de Février, la compréhension de cette expérience, est précisément ce dont notre peuple a le besoin le plus urgent [...]. Non seulement il n'y avait pas de révolution d'Oc-*

tobre, il n'y avait même pas eu de véritable coup d'Etat. Le régime de Février est tombé tout seul » (Interview à la BBC, 1979). Et s'il met le point final à son récit après le 4e nœud (chronologiquement : l'arrivée de Lénine à Petrograd, les « thèses d'avril »), c'est qu'il croit avoir dit l'essentiel. Au lecteur d'imaginer le reste.

L'importance que revêt pour lui la première moitié de 1917 explique en grande partie le fait que sa narration progresse à pas de tortue, et que cette vitesse se ralentit de plus en plus, au point que le récit risque de s'immobiliser tout-à-fait, comme fasciné par la vision de son propre avenir. C'est qu'en abordant le moment crucial où se joue le sort de la nation, Soljénitsyne se laisse écraser par la responsabilité de révéler *« toute la vérité »* sur la période où l'histoire s'émiette à mesure que le pouvoir s'effrite ; où l'homme, de plus en plus libéré des habituelles contraintes sociales, est livré à lui-même et à son libre arbitre ; où chacun devient acteur de l'histoire ; où tout choix individuel compte ; où, dans une société atomisée, le seul moyen de dégager les lois de ce nouvel état social « vaporisé » semble passer par la description du parcours de chaque atome individuel. *« Comment peut-on composer des chapitres de narration continue alors que les heures, les minutes même sont remplies d'événements, alors qu'en l'espace de trois jours le pays change de fond en comble ? »* demandait-il (Interview donnée à N. Struve, 1976).

Mais cette attitude relève aussi d'une cause plus profonde : volontariste en histoire, Soljénitsyne cède à sa fascination pour la période de liberté absolue (au sens philosophique du terme) où les jeux ne sont pas encore faits, où tout est possible. Or, plus on avance dans le processus révolutionnaire, plus les tenailles se resserrent et l'éventail des choix diminue. L'écrivain le sait et il s'efforce de le montrer : avant la mort de Stolypine, tout est encore possible et guère trop difficile ; son assassinat restreint le choix, la guerre le fait encore davantage ; à partir de l'abdication du tsar, l'Histoire prend de plus en plus le visage de la fatalité. Pourtant, tout en le comprenant, Soljénitsyne refuse de l'admettre et multiplie les « nœuds », les moments où le cours des événements aurait encore pu être infléchi ; mais avec une étonnante clairvoyance, il montre aussi que chaque « nœud » est d'une certaine façon moins plein que le précédent, que le renversement qu'il offre est moins décisif... Par souci de la vérité, l'écrivain croit devoir les examiner tous.

Une autre question se pose : pourquoi s'arrête-t-il précisément en 1922, à la fin de la guerre civile ? Là aussi, deux réponses peuvent être envisagées. Au fait, il a déjà écrit l'histoire de la Russie à partir de cette époque : c'est l'*Archipel du GOULAG*. La thèse sous-jacente de ce dernier ouvrage est précisément que l'histoire ultérieure du pays peut être toute entière ramenée au phénomène du GOULAG ; ou, en tout cas, qu'il n'y a pas de phénomène dans la vie politique, sociale et même privée qui ne serait déterminé par le système concentrationnaire dont la chape pèse sur le pays entier.

On peut donc dire que l'œuvre de Soljénitsyne couvre toute l'histoire de l'URSS : de sa préhistoire (le début du siècle) jusqu'à l'ère moderne (la déstalinisation), mais il est évident que cette couche est d'une épaisseur inégale. Par moments d'une densité extrême (printemps 1917), elle est, à d'autres moments, à peine esquissée, ou alors présentée sous un angle particulier. Notamment, les années 1918-1922, pourtant cruciales pour la formation du régime, sont résumées en tout et pour tout dans les 130 pages de l'appendice au quatrième « nœud ». On est inévitablement amené à se demander s'il n'y a pas une autre raison, à part celle déjà évoquée, qui explique cette focalisation sur les événements qui ont précédé la catastrophe plus que sur la catastrophe elle-même. Il nous semble que si. Contrairement à l'idée chère aux trotskistes, la révolution russe n'a pas eu de Thermidor. Au contraire, elle s'est engagée dans un processus – également cher aux trotskistes – de « révolution permanente » et qui dure toujours.

Quand l'*Archipel du GOULAG* a vu le jour, trois thèses énoncées et soutenues dans cet ouvrage se sont révélées particulièrement insupportables, non seulement pour les « gardiens » du GOULAG, mais aussi pour les brebis gardées, les Soviétiques eux-mêmes. La première était celle de la taille de l'« archipel » (notamment, le fait qu'il a fait plus de victimes soviétiques que la deuxième guerre mondiale). La seconde concernait ses origines (que Soljénitsyne faisait remonter aux toutes premières années du régime et dont il attribuait la paternité à Lénine). La troisième était celle qui établissait une identité ontologique entre le système social et son excroissance pénitentiaire.

Ces trois thèses allaient à l'encontre du mythe officiel inauguré par le rapport du XXe congrès du PCUS, qui présentait le GOULAG comme un accident de parcours, alors que pour Soljénitsyne il a toujours été une émanation, l'essence même du régime. Ainsi, le processus amorcé en 1917 n'a pas connu d'interruption : toutes les phases du régime lui ont été parfaitement organiques (au même degré qu'elles étaient étrangères au peuple russe, comme il l'a rappelé récemment dans *Comment réaménager la Russie ?*, en affirmant que les 70 ans de l'expérience communiste ne forment qu'une parenthèse qu'on doit se hâter de refermer pour reprendre l'histoire « normale » là où elle a été interrompue – en 1917). Ainsi Soljénitsyne place-t-il la fin de la révolution dans l'avenir.

La période révolutionnaire ouverte en février 17 ne sera définitivement close que lorsque les dirigeants du pays se décideront à couper le cordon ombilical qui les attache toujours au léninisme. Thermidor est encore à venir.

C'est là, nous semble-t-il, la raison majeure de l'aspect ouvert de *« La Roue rouge »* : il est moins question du temps et des forces insuffisantes que du fait que le processus n'est pas encore arrivé à son terme. Ce qui n'ôte évidemment rien à la grandeur de son entreprise ni à la qualité de son œuvre.

Elena BALZAMO

ROUMANIE : LA RÉMANENCE COMMUNISTE

Lorsque, le 22 décembre 1989, jour de la chute de Ceausescu, le futur président Ion Iliescu s'adressait aux Roumains, il les appelait : *« chers camarades »*... Suivait une longue invective à l'adresse du tyran sortant qui avait perverti et compromis les idéaux révolutionnaires du socialisme. Le ton était donné.

Au même moment, dans la rue, des étudiants criaient leur désespoir devant les envoyés euphoriques des médias occidentaux : *« Ce sont les mêmes ! Ils prennent le pouvoir et rien ne changera ! »*. Il s'avère, deux ans plus tard, qu'ils avaient plutôt raison.

***

Les hommes sont, certes, le premier et le plus encombrant héritage du communisme.

Constitué dans la fièvre et la confusion de la « révolution », le Front du salut national (FSN) a su choisir et promouvoir ceux des membres de l'ancienne *« nomenklatura »* politique qui étaient le moins visiblement compromis, ceux aussi qui s'étaient refait une respectabilité en optant pour une pseudo-dissidence de la dernière heure. C'est, notamment, le cas de Silviu Brucan qui fut – et l'est peut-être encore – l'éminence grise du Front, et d'Alexandre Bîrladeanu, nommé président du Sénat. Tous deux chantaient la gloire du stalinisme des années 50. Le président de l'Assemblée nationale est, lui aussi, un communiste de la vieille école.

Les cas de Ion Iliescu est plus compliqué. Fils de communiste et communiste lui-même, il suivit une carrière ascendante durant les années 50 et 60, puis fut voué à une disgrâce programmée (mais aussi passablement dorée) en attendant son heure. Aujourd'hui encore, il ne renie pas son engagement de gauche.

Petre Roman, leader national du FSN soutenu par nombre de chancelleries occidentales est, lui aussi, l'héritier d'une solide tradition communiste.

La première équipe gouvernementale (décembre 1989-juin 1990) était composée presque exclusivement d'anciens hauts dignitaires du régime Ceausescu. Pour la constitution de la deuxième (juin 1990-septembre 1991), on choisit des hommes moins voyants de l'ancien appareil mais, chose curieuse, certains d'entre eux étaient issus des rangs de l'ex-*Securitate*. L'actuel gouvernement compte onze membres de l'ancien cabinet Roman, démis fin septembre.

La grande masse des fonctionnaires supérieurs est aussi un legs de l'ancien régime et si on ne les remplace pas, c'est, dit-on, à cause de leur grande compétence. Récemment, un journaliste roumain affirmait que le ministère des Affaires étrangères était celui qui souffrait le plus de cet immobilisme des cadres. Ce n'est certainement pas le moins important !

Il faut, bien entendu, citer les criminels, les tortionnaires des années 50 et 60, dont l'étrange impunité – les plus notoires jouissent encore de privilèges considérables – ne fait qu'entretenir un climat malsain. D'autant plus qu'ils se trouvent souvent impliqués dans les mouvements qui cherchent à réactiver le PC et à s'emparer de ses biens.

Il y a, enfin, les presque quatre millions d'anciens membres du PC. Certes, pour la plupart l'adhésion au communisme n'était qu'un moyen de promotion professionnelle et sociale. Le fait est regrettable, mais ne doit aucunement générer des exclusions. Néanmoins, il y avait des convaincus, qui sont devenus aujourd'hui des nostalgiques. Et ils sont plus nombreux qu'on ne veut le croire. La société leur doit le plus grave des méfaits du communisme : la perversion de la pensée, puis l'acceptation de cette perversion.

Les mentalités, donc, gardent trop souvent des relents d'ancien régime. Psychiquement, socialement, économiquement, la masse a été *assistée ;* elle entend continuer à l'être. C'est une chose dont on ne soulignera jamais assez la gravité. Car il y a là l'essence de toute opposition devant le retour à l'économie de marché. Nous l'avons vu lors du vote du 20 mai 1991 : Ion Iliescu a obtenu 86 % des voix ; le Front du salut national s'est assuré, avec 65 % des voix, une majorité absolue au Parlement. Ce que l'homme de la rue voulait en premier lieu, c'était se débarrasser de Ceausescu. Pour lui, il y avait dans cette seule chute assez d'éléments de démocratisation. Il n'était et il n'est toujours pas prêt pour un changement en profondeur.

La sortie *mentale* du communisme s'avère douloureuse. Ce que la « révolution » a causé, et dans beaucoup de domaines, c'est un brusque passage d'un extrême à l'autre. Les complexes d'infériorité, avec tout leur cortège de frustrations, sont devenus autant de complexes de supériorité entraînant d'autres frustrations guère moins graves (un seul exemple, à ce propos : si, après la « révolution », les Roumains se plaignaient de l'absence

totale de spécialistes, ils sont tout-à-fait persuadés actuellement qu'ils disposent de compétences qui n'ont rien à envier à l'Occident !). Toutes les maladies de la société se sont révélées d'un seul coup. Aucun traitement n'est envisagé. Tout comme la disparition de Ceausescu relève, pour beaucoup, du miracle, c'est un autre miracle qu'on attend aujourd'hui, qui puisse guérir ces maladies.

Du point de vue politique, à l'euphorie des débuts s'est vite substitué un abattement généralisé. Les milliers de jeunes qui cherchent refuge à l'Ouest le disent clairement : c'est l'absence d'espoir qui les fait fuir un pays où, pourtant, du temps de Ceausescu, ils avaient enduré le pire.

Mais le symptôme le plus grave reste le dédain de la réalité, voire de la vérité. Un demi-siècle durant, les gens ont été soumis au mensonge. L'histoire avait été faussée, tout comme l'était, sans cesse, la vie de tous les jours. Ce serait, certes, injuste de dire qu'ils y ont pris goût. Mais dans les esprits, la réalité s'est dématérialisée. Le journaliste qui publie une fausse information ne craint pas vraiment de perdre sa respectabilité. Car, en fin de compte, les informations n'ont que peu d'importance. Parler beaucoup (la presse est pleine d'éditoriaux et de commentaires) afin de rattraper cinquante ans de silence, voilà ce qui semble être le désir le plus ardent.

De la langue de bois, s'ensuit le discours creux. C'est vrai pour le pouvoir et pour l'opposition – sauf, bien sûr, pour quelques notables exceptions – ; c'est vrai aussi pour l'homme de la rue. Le communisme a laissé derrière lui une sorte d'inertie du vide : les bonnes choses risquent de s'y perdre, alors que les pires ont des chances de subsister. A bien des égards, une certaine fiction – politique, économique, sociale – l'emporte sur la réalité.

Une corruption plus ou moins institutionalisée est remplacée par une autre, sauvage, que le pouvoir tente d'utiliser comme capital électoral : un « laisser-faire » qui n'a rien de libéral, mais qui donne au régime de profitables fausses allures démocratiques. On n'est pas loin du point où les droits seraient négociables et les devoirs, discutables.

Et, bien entendu, dans une société disloquée et sans classes, de nouveaux privilèges se créent, fondés le plus souvent sur l'aptitude des uns à gagner rapidement beaucoup d'argent, même par des voies douteuses. Curieusement, ceux qui, hier, jouissaient de privilèges politiques forment aujourd'hui une nouvelle caste qui, elle, détient le pouvoir financier. En ce sens, il faut noter la reconversion dans l'économie d'une bonne partie des membres de l'ancienne *Securitate*. Le changement, en fin de compte, est insignifiant.

***

Il n'est pas étonnant, dans cette confusion générale, de voir que des **structures** du règne communiste arrivent à se maintenir.

Le parti au pouvoir lui-même n'est rien d'autre que l'ancien PC, à qui l'on a fait subir une hâtive et superficielle *« perestroïka »* (d'ailleurs, Ion Iliescu ne s'est pas privé, le 7 novembre, d'envoyer à Gorbatchev un télégramme de félicitation !). On le voit en regardant de près sa composition, et on le comprend si l'on observe les réticences qu'il manifeste à l'égard de l'économie de marché et de la propriété privée. Les mesures qui ont été prises en ce sens rappellent étrangement celles que Ceausescu avait mises en place afin d'associer les employés à la propriété des outils de production.

Les membres les plus compromis de la direction du PC ont, eux, créé un Parti socialiste du travail, dont l'audience et l'impact électoral restent inconnus. Il faut ajouter à cela le Parti roumain pour la nouvelle société, le Parti néo-libéral et, depuis peu, un nouveau Parti communiste. Toute l'ancienne *« nomenklatura »* se trouve ainsi de nouveau sur la scène politique, et elle compte se présenter aux élections sous l'enseigne commune de l'Union de la gauche démocratique. Et, certes, il ne faut pas sous-estimer leurs chances. Non pas qu'ils puissent gagner mais, tout comme en Pologne, ils peuvent obtenir un score qui leur permette de brouiller le paysage politique et de compliquer la vie parlementaire.

Sans nul doute, la structure la plus contestée et qui assure le lien le plus gênant avec le régime de Ceausescu est celle de la nouvelle *Securitate*. Disparue en décembre 1989, après la chute de Ceausescu, elle réapparaît le 28 mars 1990 sous le nom de Service roumain d'informations (SRI), et s'installe dans des locaux que l'on préparait depuis janvier 1989 (sic) ! Son chef, Virgil Magureanu, ancien des services roumains d'espionnage, pratique la transparence relative et ne manque pas une seule occasion de s'exprimer en public, le plus souvent pour ne rien dire.

Il est évident que le SRI est un organisme indispensable à l'exercice de l'actuel pouvoir, et qu'il contrôle une bonne partie de la vie politique du pays. Mais il est tout aussi évident qu'il est issu tout droit de la tradition communiste et que le gros de ses cadres n'ont pas changé d'idéologie, pas plus qu'ils n'ont changé d'emploi. Petit à petit, le SRI retrouve les prérogatives que la *Securitate* avait perdues, soutenu par son chef qui, devant le Parlement, invoque d'imaginaires dangers. Sans cette structure, le pouvoir de Ion Iliescu ne serait pas ce qu'il est. Mais la question la plus troublante est celle qui concerne les attaches externes du SRI et son implication dans la politique étrangère de la Roumanie.

Une autre structure qui ne semble pas avoir beaucoup changé est l'armée. Les généraux formés à Moscou dans les années 50 sont encore à sa tête ; quant aux groupes de jeunes officiers réformateurs constitués début 1990, ils ont été pour la plupart noyautés par les agents du SRI. Mais l'attitude du gros des effectifs reste une inconnue de taille.

L'administration centrale reste entre les mains des anciens apparatchiks qui, tout en affichant des opinions contraires à celles qui étaient les leurs il y a deux ans, ont une curieuse conception de la démocratie et ne sont pas vraiment prêts à l'appliquer. Pour l'administration locale, les choses sont aussi simples : des préfets nommés par le gouvernement ont, à leur tour, nommé les maires et les membres des conseils municipaux. Dans leur écrasante majorité, ces hommes sont les mêmes qu'avant la chute de Ceausescu. Les autres sont des fidèles du FSN. Ainsi s'explique l'extrême lenteur de la réforme agraire, pourtant essentielle dans un pays toujours au bord de la famine. Cette administration locale est indispensable au pouvoir dans la perspective des prochaines élections législatives : par le biais de chantages divers, elle peut influer sur le vote, notamment dans les campagnes (mais n'oublions pas que les paysans constituent quelque 40 % des électeurs roumains). Le but principal de l'opposition est donc l'organisation d'élections locales avant les législatives qui, elles, ne devront plus tarder.

C'est dans le domaine de **la loi** que les ambiguïtés sont aussi grandes que graves.

Le 20 mai 1990, les Roumains élisaient une Assemblée constituante, composée d'une Chambre des députés et d'un Sénat. Le Front du salut national obtenait la majorité absolue, renforcée par la présence de quelques petites formations créées de toutes pièces afin d'augmenter son poinds en cas d'échec électoral. Cette Assemblée doit rédiger une Constitution (mais la Commission qui s'attelle à cette tâche est composée de vingt-sept membres seulement, dont trois juristes !), elle légifère sur la base d'une loi électorale (!) et, en fait, semble n'être là que pour épauler le président et son Premier ministre. En attendant, la Constitution du pays est celle de 1965 !

Le premier souci de la Constituante a été de confirmer la forme républicaine de l'Etat. Or, la dernière Constitution démocratique de la Roumanie est celle de 1923 qui constitue la monarchie constitutionnelle, où *« le roi règne, mais ne gouverne pas »*. La république a été introduite pour la première fois dans l'histoire du pays par la Constitution communiste de 1948. La volonté de l'actuel pouvoir de continuer cette « tradition » d'origine douteuse, sans aucune consultation préalable du peuple, a semblé suspecte à plus d'un.

Le 21 novembre, le projet de Constitution était voté par l'écrasante majorité des élus et il sera soumis au référendum le 8 décembre. Le résultat ne fait pas de doute.

Mais il y a, dans ce texte, des points pour le moins discutables. Ainsi, la séparation des pouvoirs n'est nullement stipulée. Bien au contraire, puisque les élus peuvent devenir membres du gouvernement sans devoir renoncer à leur mandat, et inversement. Le pouvoir judiciaire, par des voies assez détournées, est, en fin de compte, soumis à l'exécutif.

Sur bien des sujets – et des plus délicats, comme, par exemple, la sûreté de l'Etat – la Constitution laisse, dans la plus pure tradition communiste, un large champ d'action à la loi ultérieure. Par ce biais, qui n'est probablement pas une maladresse, tout rempart contre d'éventuelles tentations totalitaires est annulé. En outre, toute loi existante qui ne contrevient pas à cette constitution reste en vigueur. Or, bon nombre de lois du temps de Ceausescu – contraignantes ou restrictives de libertés – se trouvent dans ce cas. Elles relèvent notamment du domaine d'activité du SRI (dont le patron expliquait, il y a un mois, aux sénateurs l'utilité de la censure « ponctuelle » du courrier. Elles ne seront donc pas obrogées.

A tout moment, le dédale législatif et réglementaire hérité du communisme peut permettre de graves égarements. Que la direction du pays ne veuille pas supprimer ce risque d'un seul geste est un signe inquiétant.

*
* *

En somme, on tente de construire la démocratie en Roumanie sur les décombres et avec les débris du communisme. Et si, pour sacrifier à la mode qui s'impose à l'Est, le pouvoir a accepté de chercher des modèles à l'extérieur, il s'est tourné uniquement vers ceux qui lui proposaient des remèdes socialisants.

Il est évident que des hommes issus du communisme ne peuvent que s'acharner à imposer des solutions bâtardes : leur formation intellectuelle et leur culture les empêchent de faire autrement. Mais que le peuple accepte de les suivre dans cette aventure, voilà qui est réellement déconcertant.

Radu PORTOCALA

Pierre Rigoulot

LES PAUPIÈRES LOURDES

Les Français face au goulag : aveuglements et indignations

Préface de Jean-François Revel

COLLECTION DOCUMENTS

Editions Universitaires

LA TRAGÉDIE GÉORGIENNE

Six mois après avoir proclamé son indépendance, la Géorgie se trouve au seuil de la guerre civile. En réponse à l'appel du président Zviad Gamsakhurdia, qui demandait la protection du peuple contre les *« putschistes »* et les factieux de Tbilissi (en fait, les milieux contestataires qui réclamaient sa démission), de nombreux ouvriers et paysans ont envahi la capitale.

La télévision et la radio ont fait éclater l'indignation de la province par des reportages (totalement inventés) selon lesquels l'opposition aurait tenté d'investir l'immeuble du Parlement et de renverser le président élu. Exclus des médias, les opposants n'avaient aucun moyen de démentir les accusations de Gamsakhurdia. Jusqu'à récemment, les télévisions russe et soviétique, qui pouvaient apporter une information différente, étaient brouillées.

Les partisans du président Gamsakhurdia, venus de province, ont pris le contrôle du centre de Tbilissi. Armés, de manière hétéroclite, de fusils, de gourdins ou de couteaux, ils ont couvert l'immeuble du Parlement de banderoles et calicots exprimant leur dévotion pour *« Zviad »* et leur haine de la capitale. *« Tbilissi sans ses habitants »*, affirme l'un des slogans.

Mais Gamsakhurdia n'a pas seulement lancé la province contre la capitale et provoqué une profonde méfiance entre l'intelligentsia et le reste de la société, il a également conduit la Géorgie à des querelles inter-régionales disparues depuis le XVIIe siècle.

En majorité, les supporters de Gamsakhurdia proviennent de la région de Samegrelo, d'où sa famille est originaire. En gros, les régions de Samegrelo, d'Imereti et de Ratcha soutiennent fermement le Président, ainsi que les Géorgiens de l'Abkhazie, qui constituent 45 % de la population de la république autonome. A l'Ouest, les principaux adversaires de Gamsakhurdia se trouvent à Guria, la région natale d'Edouard Chevardnadze, et à Atchara, où se trouve une grande communauté musulmane. A l'Est, Kakheti, la principale région vinicole de Géorgie, semble également s'opposer à Gamsakhurdia. En septembre dernier, les Kakhétiens ont ignoré son appel à venir le défendre à Tbilissi. Ils avaient sans doute en tête quelque chose de plus important : les vendanges.

***

La question qui préoccupe le plus l'intelligentsia est de savoir ce que Gamsakhurdia compte faire maintenant. Beaucoup craignent que la Géorgie ne soit au seuil d'une vague de répression politique de masse. Le problème vient en grande partie du fait que le comportement du Président est maintenant tellement imprévisible que les dirigeants de l'opposition qui négocient avec lui n'osent plus croire en sa parole. Il peut se montrer conciliant à un moment donné, vindicatif et intraitable l'instant d'après. Un seul exemple : le 4 octobre, quelques heures après l'incident le plus grave entre le pouvoir et les partisans de l'opposition, il appelait à la réconciliation en disant que son gouvernement répondrait aux balles par des fleurs. Mais quelques jours plus tard, le 8 octobre, il demandait l'expulsion de Géorgie de tous ceux qui se trouvaient dans les rangs des opposants lors des combats qui avaient eu lieu le 4 au matin : *« Il ne peut y avoir de réconciliation avec ces gens »*, disait-il.

L'ironie de l'histoire réside dans le fait que la plupart de ceux qui, aujourd'hui, s'opposent désespérement à Gamsakhurdia, ont voté pour lui lors des élections présidentielles de mai dernier, qu'il gagna par 87 % des suffrages. Ces gens se demandent ce qui a bien pu les conduire à voter pour lui. D'autant que toutes les caractéristiques de sa manière de gouverner étaient déjà connues alors : augmentation des prérogatives présidentielles, intolérance envers l'opposition, censure des médias et culte de la personnalité. Cela s'explique en partie par le fait que très peu d'entre eux croyaient que Zviad Gamsakhurdia pourrait devenir un dictateur. Après tout, il défendait les droits de l'homme en Géorgie depuis plus de trente ans et avait créé le premier groupe de surveillance des accords d'Helsinki de la république. Cela s'explique également par le fait que la plupart d'entre eux sentaient que l'unité était importante pour permettre à la Géorgie de s'affranchir de Moscou. Or, seul Gamsakhurdia avait un poids politique suffisant pour rassembler la nation. Lorsque le danger principal venait de Moscou, ils pouvaient encore supporter sa vanité et son autoritarisme. L'effrondrement du Centre a changé tout cela.

D'une manière plus générale, les Géorgiens ne savent pas très bien ce qu'ils doivent faire dans la situation nouvelle qui s'est créée. Un système s'est effondré, mais ils ne savent par quoi le remplacer. Démocratie est un mot vide de sens pour la plupart d'entre eux. Ils n'ont aucun repère historique, aucun point de référence qui leur permettrait d'avancer sur cette voie. L'ignorance du mode de fonctionnement des démocraties occidentales est générale. Gamsakhurdia est peut-être même sincère lorsqu'il prétend que la Géorgie est plus démocratique que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis mis ensemble. Le concept d'une opposition loyale lui semble incompréhensible,

ainsi d'ailleurs que l'idée que les médias puissent librement critiquer le pouvoir.

Le problème ne vient pas seulement du manque de contacts entre la Géorgie et le monde extérieur pendant soixante-dix ans, mais également du fait que toute l'intelligentsia géorgienne de l'époque pré-soviétique, qui constituait le véritable lien du pays avec l'Ouest, a été exterminée dans les premières années d'instauration du pouvoir bolchévique.

***

Les héros de l'histoire géorgienne sont tous des individus qui ont sauvé la nation dans les moments de crise et, aujourd'hui, la plupart des Géorgiens voudraient trouver un tel personnage. Pour les paysans mégreliens venus rosser les intellectuels de Tbilissi, Zviad Gamsakhurdia apparaît comme la dernière réincarnation de Davit Aghmashenebeli, le fondateur de l'Etat géorgien médiéval. De là l'acceptation du culte de la personnalité et le fait qu'un député du parlement de Géorgie ait pu comparer Gamsakhurdia à Moïse.

Mais qu'en est-il de Gamsakhurdia lui-même ? Est-il insconscient des dégâts qu'il provoque ou (comme certains le prétendent) mène-t-il la Géorgie à sa perte en toute connaissance de cause ? Certains disent qu'un homme qui a traduit Shakespeare ne peut qu'être conscient de la tragédie qui guette la Géorgie. La comparaison avec Macbeth est tentante. Comme le roi d'Ecosse, Gamsakhurdia est poussé par l'ambition de sa femme, Manana, qui, au moins jusqu'à récemment, est supposée avoir supervisé toutes les nominations ministérielles importantes. Ses interventions sont, en partie, à l'origine de la démission, en août, du Premier ministre Tenguiz Sigua et du départ du ministre des affaires étrangères Guiorgui Khoshtaria. Mais l'humiliation de Sigua peut se révéler fatale pour Gamsakhurdia, d'autant que Tenguiz Kitovani, le chef de la Garde nationale (l'organisation militaire créée par le Président au début de l'année), s'est rallié au Premier ministre déchu. Comme MacDuff, le seigneur écossais qui revint de son exil anglais pour battre Macbeth, Sigua a des chances de pouvoir supplanter le président géorgien. Bien qu'il les démente, des rumeurs prétendent qu'il est en contact étroit avec Edouard Chevardnadze, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Quant à la Garde nationale rebelle, elle est peut-être en train de préparer une action contre Gamsakhurdia. Pourtant, tant que le rapport des forces restera aussi incertain, cela demeurera un exercice extrêmement hasardeux et contre-productif.

***

La présente crise s'est nouée bien avant la tentative de coup d'Etat à Moscou. Soulevant une indignation croissante, le Soviet suprême de Géorgie décida de partir en vacances en août avant d'avoir débattu de la loi sur la privatisation des terres, qui était pourtant la clé du redressement économique du pays. Au lieu de cela, lors de la séance de clôture, le Parlement approuva les articles 65 à 90 du Code pénal de Géorgie concernant les crimes contre l'Etat, qui reprennent presque mot pour mot des articles du vieux Code de la Georgie soviétique.

Les relations conflictuelles entre Gamsakhurdia et Sigua se tendirent encore lorsque le Président compromit une visite du ministre des Affaires étrangères aux Etats-Unis en envoyant à Washington un télégramme dans lequel il faisait l'éloge des Américains, mais regrettait leur choix du pensionnaire de la Maison-Blanche. Le ministre Khoshtaria n'avait même pas été mis au courant. Au même moment, le Premier ministre Sigua avait commencé à se plaindre des nominations de fonctionnaires corrompus à des postes-clés et à suggérer en privé que le Président géorgien était devenu l'instrument de la mafia locale, ce qui expliquait le manque de progrès en matière de réforme économique. En Géorgie, les activités lucratives et les fermes collectives sont contrôlées par la mafia depuis des décennies.

Lorsque Khoshtaria fut limogé, en août, Sigua démissionna, mais ces événements furent masqués par la tentative de coup d'Etat à Moscou et par la curieuse réaction de Gamsakhurdia : non seulement il oublia de condamner le putsch, mais il répondit avec empressement à l'ordre des autorités militaires soviétiques de dissoudre la Garde nationale. Il est possible qu'il ait commis là une erreur politique fatale. Tenguiz Kitovani, le commandant de la Garde, refusa d'obéir.

En se brouillant avec Sigua, Khoshtaria et Kitovani, Gamsakhurdia a détruit la coalition de la Table ronde qui l'avait conduit au pouvoir en novembre 1990. Comme tous les opposants au Président, les trois hommes ont rapidement été stigmatisés comme *« ennemis du peuple »*. La nomination au poste de Premier ministre de Murman Omanidze, un homme dont les liens avec la mafia sont connus, et la confirmation à celle de procureur général de Vakhtang Razmadze, qui occupe ce poste depuis l'époque de Brejnev, ont renforcé les soupçons de manipulation qui pèsent sur Gamsakhurdia.

Malgré cela, ce ne fut que le 21 septembre qu'une alliance se dessina entre, d'une part, Sigua et Khoshtaria (que l'on peut appeler les opposants de la Table ronde) et d'autre part les députés de l'opposition et les partis extra-parlementaires qui demandent la démission du Président.

Lorsque les partisans du Président géorgien attaquèrent les barricades de l'opposition dans le centre de Tbilissi, Kitovani fit précisément ce qu'il avait dit à Gamsakhurdia qu'il ferait : faire intervenir ses troupes aux côtés de l'opposition. Pendant que les forces gouvernementales se rassemblaient devant le Parlement, les gardes rebelle de Kitovani se joignirent à la coalition de vingt-sept

partis d'opposition qui occupaient les locaux de la télévision depuis une semaine pour protester contre la censure excessive. Du point de vue militaire, les affrontements aboutirent à une situation de « pat », aucune des deux forces rivales n'étant capable de parvenir par la force à ses fins. Il est vrai que la Garde nationale a été forcée d'abandonner le centre de télévision et de s'installer sur les hauteurs qui surplombent Tbilissi, au nord de la ville, mais elle représente encore un défi considérable à l'autorité de Gamsakhurdia.

***

En dépit du revers subi par le Président, l'opposition est tout de même embarrassée par son alliance avec Kitovani, un homme dont l'engagement démocratique n'est pas plus convainquant que celui de Gamsakhurdia. Avant l'arrivée de la Garde à Tbilissi pour lutter à ses côtés, l'opposition avait indiscutablement pris un ascendant moral sur le Président, même si c'était insuffisant pour le renverser. Après les batailles de rues de ces trois semaines fatales, un peu de cette supériorité morale s'est évanouie. Beaucoup considérent aujourd'hui que l'opposition a commis une erreur politique grave en acceptant l'aide de Kitovani et qu'elle s'est engagée dans une impasse d'où il lui est difficile de sortir sans répandre le sang.

Une session extraordinaire du Soviet suprême de Géorgie, convoquée d'extrême urgence pour trouver une solution pacifique au conflit, finit par s'interrompre sous un torrent d'insultes mutuelles et de rancœur. Jusqu'à présent, même si les pourparlers de reconciliation ont repris, il y a peu de signes, de chaque côtés, révèlant une réelle volonté d'aboutir. Il semble que l'usage de la force ait fait monter les enjeux trop haut pour que l'un ou l'autre camp accepte de faire marche-arrière. L'opposition ne peut pas croire aux « fleurs » de Gamsakhurida, alors qu'il continue à accuser ses dirigeants de trahir et de vouloir renverser le pouvoir, crimes passibles de la peine de mort, et qu'il garde encore dans la prison d'Ortatchala, à Tbilissi, Gia Tchanturia, le chef du Parti national-démocratique, et le réalisateur de documentaires Guiorgui Khaindrava. Parmi l'intelligentsia, la peur de la répression est presque palpable.

De son côté, le Président a peur à la fois de perdre son pouvoir et d'être châtié. Si l'opposition parvient à le renverser, il sait qu'il affrontera l'ignominie. Il a consenti quelques compromis mineurs, comme le fait d'accepter que les nominations ministérielles soient approuvées par le Parlement, mais il ne montre aucun signe d'assouplissement sur les questions principales : remettre en jeu la présidence et tenir des élections législatives. Très peu de gens, à Tbilissi, pensent que le Soviet suprême sera capable de résoudre le problème et la majorité estime qu'à la fin de la session, la rue redeviendra une nouvelle fois le théâtre principal du conflit. Au moment où la peur et l'hystérie remplacent l'optimisme de l'automne dernier, beaucoup, dans l'opposition, espèrent que la forêt de Burnham viendra bientôt à Dunsinane.

Robert PARSONS (*)

(*) Spécialiste des problèmes géorgiens au service russe de la BBC.

DÉMOCRATIE HAÏTIENNE : LE MOT ET LA CHOSE

Le renversement du président de Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide, par les forces armées du pays a immédiatement été condamné par toutes les capitales occidentales antérieurement impliquées dans la réalisation des élections générales de décembre 1990. Elles se réjouissaient alors de ce que Haïti était enfin sortie de l'ère des turbulences politiques et engagée fermement sur la voie de la démocratie. Aussi perçurent-elles les événements des 29 et 30 septembre dernier comme un dangereux coup d'arrêt à un processus de démocratisation, voire une véritable régression.

La communauté internationale souhaite aujourd'hui encore aider Haïti. Mais elle ne le fera efficacement que si elle prend en compte toutes les données de la situation complexe de ce pays, sans tomber dans l'alternative simpliste : ou les partisans d'Aristide, ou les *« tontons macoutes »*.

Les antécédents du coup de force militaire

Une fois au pouvoir, le président Aristide et l'équipe gouvernementale qui l'entourait durent faire face à la lourde tâche de transposer dans la réalité les promesses électorales qui leur avaient gagné le soutien des foules. Tâche d'autant plus gigantesque que les nouveaux dirigeants, porteurs d'une culture d'opposition, commencèrent par exclure de la fonction publique, au nom du changement et de la pureté idéologique, tous les cadres ayant quelque expérience des affaires. D'où une suite d'improvisations cahotiques unanimement critiquées par tous les secteurs politiques haïtiens non-gouvernementaux.

Au plan économique et social, les conséquences ont été une accélération du coût de la vie et une dévaluation accrue de la monnaie nationale par rap-

port au dollar. En même temps, à la stupéfaction générale de tous ceux que le prêtre-président mobilisait contre les accords des gouvernements précédents avec le FMI, le nouveau pouvoir engageait des négociations confidentielles avec cette institution internationale. Entre-temps, le chômage augmentait : aux 8 000 salariés du secteur public révoqués, s'ajoute la perte de 4 000 emplois du secteur privé, inquiet de l'attitude du gouvernement à son égard.

Au plan des institutions, la réforme administrative annoncée s'est réduite au remplacement des fonctionnaires révoqués par un nombre plus réduit de gens sélectionnés sur des critères essentiellement politiques. La fermeture de nombreuses institutions pour restructuration (tel, par exemple, le ministère de l'agriculture, resté fermé pendant plus de deux mois), n'a guère contribué à leur revitalisation. C'est plutôt la confusion qui règne aujourd'hui : à dix jours de la rentrée scolaire, tous les établissements publics d'enseignement étaient encore privés de direction, cependant que les professeurs d'université, mis collectivement en disponibilité, attendaient leur éventuelle réintégration...

La justice, maillon déjà très faible de la chaîne des institutions démocratiques, n'est pas non plus sortie renforcée de l'épreuve : nombre de tribunaux sont fermés, faute du remplacement des juges et autres magistrats révoqués. A Port-au-Prince, il ne restait qu'un juge d'instruction sur cinq ! Quatre commissaires du gouvernement se sont succédé au Parquet de Port-au-Prince en sept mois : le premier a été révoqué et emprisonné en avril ; les trois autres ont successivement démissionné, notamment pour protester contre les ingérences de l'exécutif.

Le Sénat et la Chambre des députés étaient sans cesse contestés dans leurs attributions. Les parlementaires, souvent menacés individuellement, l'ont été collectivement le 13 août lorsqu'une tentative d'interpellation du Premier ministre fut interrompue par une foule agressive de ses partisans. Seule l'intervention de la police permit d'arracher à la foule deux députés qu'elle retenait de force, et de soustraire les lieux et les députés en séance à la violence de ces goupes.

L'armée enfin, avec laquelle le régime entretenait des relations ambigües, voyait sa situation rendue plus précaire que jamais : privée, en toute illégalité, de commandant en chef depuis trois mois, elle a vu son cadre de promotion totalement bouleversé, la réintégration contre son règlement et l'accord de ses chefs d'officiers déserteurs ou exclus. Surtout, elle assistait, impuissante, à la constitution d'un corps parallèle de civils armés, mesure que la Constitution rejette formellement pour éviter tout retour d'unités pouvant rappeler les *« tontons macoutes »*...

Principes démocratiques et droits de l'homme

Sur fond d'atteintes graves aux institutions démocratiques, le prêtre-président, champion du double langage, faisait alterner dans ses discours les déclarations d'amour au peuple, les professions de foi démocratiques, les incitations à l'expropriation brutale des possédants et la liquidation des ennemis par le *« Père Lebrun »*, personnification du *« supplice du collier »* (en fait, un pneu passé autour d'un adversaire et enflammé, supplice pratiqué par l'ANC en Afrique du Sud). Dans une adresse lancée à des associations d'élèves et d'étudiants le 4 août dernier, le Père Aristide appela au lancement d'une campagne d'alphabétisation un peu particulière, puisqu'il s'agissait d'aller enseigner aux paysans l'usage de cet instrument de progrès démocratique. De même, rentrant de l'Assemblée des Nations Unies, il fit l'éloge de ce *« merveilleux instrument, si efficace, si élégant et dégageant une si agréable odeur quand il fonctionne »*. Trois jours après, le pasteur Sylvio Claude, leader politique et vétéran de la lutte antiduvaliériste, était assassiné aux Cayes par les partisans du président Aristide et ses restes calcinés promenés dans les rues de la ville.

Malgré les grandes déclarations sur les droits de l'homme, nombre de personnalités peu sympathiques au régime furent emprisonnées en dehors de toute norme légale. Pour faciliter sa tâche, le Premier ministre (et ministre de l'Intérieur) a extorqué au dernier Commissaire du gouvernement (qui a démissionné pour ce motif) la signature anticipée d'une vingtaine de mandats d'arrestation en blanc, à remplir discrétionnairement par lui ou son chef de la police (un officier réintégré de force, en violation des règlements militaires). Enfin, des cas de tortures ont été relevés par des organisations de défense des droits de l'homme. Le Président a même fait obstruction à une enquête sur les tortures et l'assassinat de quatre adolescents dans les locaux de la police.

Situation et perspectives

Le coup de force des militaires est donc survenu à un moment où, comme le montre ce qui précède, il était possible de déchiffrer sans équivoque l'orientation réelle du régime en place. Et si la loi n'autorise pas l'action menée par les militaires, leur coup d'Etat n'a certainement pas eu, au moins jusqu'à présent, le caractère brutal et fascisant qu'une partie de la presse et des gouvernements en Occident ont bien voulu lui donner.

Pourtant, les différents Etats, qui étaient si pressés de vouloir imposer, fut-ce par la force, le retour au pouvoir du président Aristide, pouvaient-ils continuer à tenir pour acquis, sans le vérifier, qu'un gouvernement est d'une nature et d'un fonctionnement démocratiques pour la seule raison qu'il a été démocratiquement élu ?

Pouvaient-ils continuer à fonder leur stratégie sur l'exigence de la démission de la junte au pouvoir, alors que cette junte n'existe pas, le général Cedra ayant affirmé la vacance du pouvoir et s'en étant remis au Sénat et à la Chambre des députés pour trouver une formule de retour à l'ordre constitutionnel ?

Fernand LEBLOND

Extraits du discours prononcé par le Président Aristide le 27 septembre 1991 à la foule massée devant le Palais national (traduit du créole)

AUX « BOURGEOIS »

Vous, mes frères et sœurs de la bourgeoisie haïtienne qui n'aimeriez pas voir la bourgeoisie se battre contre le peuple, tout comme le peuple n'aimerait pas se battre contre la bourgeoisie, mais qui savez qu'il faut que la bourgeoisie se conforme aux règles du jeu démocratique, aujourd'hui, au nom de ce peuple, je viens vous dire : vous qui avez de l'argent, vous qui n'auriez pas souhaité devoir partir en exil, vous qui aimeriez vivre dans le pays à l'heure de votre mort, vous n'emporterez pas votre argent dans la tombe... *(Si vous n'investissez pas...)* si vous ne faites pas ça, en vérité je le regrette pour vous ! Ce n'est pas ma faute, comprenez-moi ! Cet argent dont vous disposez, ne vous appartient pas vraiment ! Vous l'aviez acquis malhonnêtement, vous l'aviez pillé, vous l'aviez volé, vous l'aviez acquis par des trafics louches, vous l'aviez acquis sous un mauvais régime, vous l'aviez acquis dans un mauvais système, vous l'aviez acquis par toutes sortes de façons notoirement illégales... Aujourd'hui, sept mois après le 7 février, en ce jour qui finit par un sept, je vous donne votre chance. Je vous dis : « Saisissez votre chance, car vous n'avez ni deux, ni trois chances, vous n'avez qu'une seule et unique chance, sinon, il vous en cuira ! Si vous pouvez comprendre, comprenez... A bon entendeur, salut...

AUX CHÔMEURS

Chaque fois que vous ressentez l'étreinte du chômage, chaque fois que le béton brûle vos pieds, quand vous commencez à vous sentir furieux, quand vous vous sentez révoltés, tournez vos regards en direction des riches, et demandez-leur : « Eh bien, vous autres, qu'est-ce que vous attendez ? Pourquoi attendez-vous ainsi ? Allez-vous attendre jusqu'à la fin des temps ? ».

POUR L'APPLICATION DU « PÈRE LEBRUN » (SUPPLICE DU PNEU ENFLAMMÉ)

Si vous attrapez un faux aristidien, si vous attrapez un « faux », si vous attrapez quelqu'un qui n'a rien à faire là, ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! *(en scandant chaque syllabe avec la foule de façon incantatoire)*. Ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! Ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! Vous avez votre «outil», vous avez votre «instrument», vous avez votre «constitution», ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! Vous avez votre «appareil», vous avez votre «truelle», vous avez votre «crayon», vous avez votre «constitution», ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! (...) Vous avez monté la garde devant le pénitencier national *(où sont emprisonnés les prisonniers politiques)* pendant trois jours et trois nuits ; si l'un se sauve, ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! Aux quatre coins du pays, vous veillez, vous priez, vous veillez, vous priez, si vous en attrapez un, ne négligez pas de lui donner le sort qu'il mérite ! Ah quel bel outil !... Ah quel bel instrument !... Ah quel bel appareil !... Il est beau, il est chic ! Il est élégant, il est chouette ! Il est pimpant, il est en forme ! Il sent bon ! Partout où vous allez, vous avez envie d'en respirer l'odeur.. Il est conforme à la constitution qui dit : «Pas de place pour les macoutes ». Ce qui leur arrive est de leur faute, ils sont venus le chercher...

Extrait de l'homélie prononcée par le père Joachim Samedi, compagnon d'Aristide, devant l'autel de l'église St-Jean-Bosco, à Port-au-Prince, en vêtements sacerdotaux

Le Père Lebrun *(supplice du collier)* fait un si bon travail qu'il faut nous demander quand il sera consacré évêque... Vraiment, le titre de Père ne lui convient pas, il est trop petit, il faut le nommer évêque... Tout comme nous l'avions nommé prêtre, ainsi pouvons-nous le nommer évêque ! Quant à cardinal, c'est un titre honorifique ; mais comme évêque, il pourra fonctionner mieux...

André GLUCKSMANN

LE XIe COMMANDEMENT

FLAMMARION

le point de vue d'Est & Ouest

Le mal qu'ils ont fait

Le Parti communiste a organisé cet automne, à travers toute la France, des centaines de réunions-débats pour tenter de renouer le contact entre le Parti et sa base, de « rendre le moral » à ses troupes (beau témoignage, soit dit en passant, d'une obstination à vivre qui susciterait presque l'admiration, qui en tout cas ne saurait laisser indifférent parce qu'elle portera assurément des fruits). Pierre Blotin, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central, plus particulièrement préposé à la diffusion des idées, y a tenu des propos que *Le Monde* du 24 novembre a mis en exergue, et qui émouvraient sans doute si une longue pratique des communistes ne nous avait pas appris que tout, chez eux, était calculé, voulu, fabriqué, toujours masqué peu ou prou au coin du mensonge, même les cris du cœur.

Blotin évoquait l'incrédulité (il n'a pas usé de ce terme, mais c'était bien là l'idée) avec laquelle sont accueillis les efforts des communistes français pour *« changer »*, pour rejeter leurs erreurs passées, notamment leur ferveur stalinienne, pour s'arracher à la tutelle du Parti communiste de l'Union soviétique – une incrédulité qui serait encore, notons-le, une preuve d'intérêt et qui semble bien faire place, et à vive allure, à un sentiment plus redoutable encore que le PCF : l'indifférence. Parlant de ce qu'on a dit sur le Parti au moment du putsch en Union soviétique (mais à qui la faute si l'on a pu croire que le Bureau politique se serait rallié aux putschistes s'ils avaient vaincu ?), il a eu comme un gémissement : *« Personne ne sait vraiment qui nous sommes. Certains ne veulent même plus nous parler quand ils apprennent que nous sommes communistes. Nous voulons montrer notre vrai visage. Qu'a-t-on fait de mal, nous, en France, pour qu'on ne veuille plus nous parler ? »*.

Il est éprouvant, sans nul doute, de se sentir tenu à l'écart ou même tout simplement ignoré quand, pendant tant d'années, on a exercé une influence considérable sur la pensée du pays ; quand on a rencontré dans toutes sortes de milieux, et les plus inattendus, une grande complaisance et plus que de la complaisance ; quand on a été pris au sérieux, et très au sérieux, comme un ennemi vraiment redoutable par ceux qui vous combattaient avec le plus de conviction et de suite, sans concession ni relâche.

Pierre Blotin nous permettra cependant de lui dire que nous compatirions plus volontiers à son désarroi s'il voulait bien poursuivre plus avant ce qu'on n'appellera pas son « autocritique » (puisque les communistes s'efforcent aujourd'hui d'oublier la langue de bois dont il s'enorgueillissaient en secret jadis), mais, allusion à une toute autre culture, son examen de conscience. Quand il demande, apparemment douloureux : *« Mais qu'a-t-on fait de mal, nous, en France »*, il se peut bien qu'il soit au moins en partie sincère. Mais s'il l'est, c'est qu'il persévère dans l'erreur, qu'il se refuse toujours à procéder honnêtement, lucidement, jusqu'au bout, à la critique des agissements de son parti en France, des agissements d'un parti qui se considéra longtemps (et agissant en conséquence) comme la section française d'une Internationale communiste dont Blotin ne nie plus aujourd'hui qu'elle ait fait du mal là où ses sections nationales – les partis frères du PCF – sont parvenus au pouvoir.

***

Pierre Blotin ne devrait-il pas commencer par se demander si ce n'est pas tout simplement parce qu'on ne les a pas laissés faire que les communistes n'ont pas fait en France le mal qu'ils ont fait ailleurs ? Il n'aurait pas alors le front de soutenir – du moins l'espérons-nous pour lui – qu'il n'y a jamais eu aucun danger que le Parti communiste tentât d'instaurer en France une démocratie populaire à la manière de celles qui viennent de s'effondrer à l'Est de l'Europe. Alors Blotin ou ceux qui l'on précédé dans le Parti croyaient encore en l'existence d'un modèle. Et quel modèle !

Sans doute pourraient-ils dire – on a quelquefois entendu l'argument – qu'ils n'avaient aucune envie d'entreprendre une telle révolution puisqu'au lendemain

de la guerre, quand ils étaient au gouvernement et dans le pays en position de force, ils ne l'ont pas tenté ; et que même, un certain jour de mai 1947, il se sont gentiment laissés écarter du pouvoir, sans rien essayer d'autre (manœuvre des plus banales et presques routinière) que d'entraîner tout le gouvernement dans leur chute et que de rejeter sur les socialistes, « aux yeux des masses », la responsabilité de leur éviction.

Ils étaient alors, il faut le reconnaître, en position d'opérer leur révolution, à laquelle, au sortir des actions de résistance qui leur avaient mis des armes entre les mains, ils se sentaient mieux préparés que jamais ; et déjà étaient jetées dans la réalité les bases d'une démocratie populaire.

Les électeurs avaient fait du Parti communiste le premier parti de France. D'ailleurs, la victoire de l'Union soviétique encore plus que leur propre action dans la Résistance leur conférait, pour la majeure partie de l'opinion, une sorte de légitimité. Ils participaient au gouvernement et nul ne trouvait rien à redire à ce qu'ils trufassent les administrations publiques et tout l'appareil de l'Etat, d'hommes qui leur étaient dévoués, y compris l'armée, y compris la police. L'épuration avait entraîné la mise en place d'un système de répression, assurément beaucoup plus modéré qu'il aurait pu l'être, mais qui n'en constituait pas moins une juridiction d'exception, qui avait accoutumé assez largement l'opinion à un exercice un peu insolite de la Justice ; elle pouvait être maintenue en place indéfiniment et « perfectionnée » (notamment avec l'aide « technique » d'agents dépêchés par le NKVD, comme cela s'est vu ailleurs) et nous donner le spectacle de quelques beaux procès à la mode de Moscou. Ils s'apprêtaient si bien à procéder – par la célèbre méthode du salami – à l'éviction de leurs adversaires que l'Assemblée natinale constituante les a entendus soutenir que la majorité avait le droit d'invalider un élu, non à cause de l'irrégularité de son élection, mais parce que, politiquement, sa présence parmi les représentants du peuple n'était pas souhaitable ! Car la majorité constitue la souveraineté entière, absolue, indivisible du peuple, elle peut donc décider que des électeurs se sont trompés en portant au Parlement un tel candidat.

Faut-il ajouter qu'en matière économique et sociale, la guerre avait entraîné l'instauration d'un tel dirigisme des salaires, de la distribution et même de la production qu'il aurait suffi de compléter par des nationalisations un peu plus larges et plus nombreuses qu'elles ne l'ont été, que le pays pouvait basculer irréversiblement dans un collectivisme étatique, tandis que les difficultés du ravitaillement avaient préparé la population à passer sans heurt de la pénurie due à la guerre, à la pénurie due au socialisme.

Pourquoi l'entreprise a-t-elle tourné court ? Parce que les communistes se heurtèrent à des obstacles aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Si le général de Gaulle avait accordé le ministère de l'Intérieur aux communistes et si, au lieu de rompre soudain, en janvier 1946, il avait continué à couvrir de son autorité leurs agissements au pouvoir (heureusement, il n'avait l'âme d'un Benès) ; si Gaston Tessier n'avait pas refusé la fusion de la CFTC avec la CGT – empêchant ainsi la création d'un syndicalisme unique et, bien sûr, obligatoire de fait, sous la tutelle des communistes ; si contre Guy Mollet, Léon Blum n'avait pas réussi à empêcher l'unité organique du Parti socialiste et du Parti communiste, ce qui fut, dans tous les pays de démocratie populaire, le prélude à l'instauration d'un système de parti unique, alors on n'aurait pas donné cher de l'avenir de la démocratie libérale en France.

Quel que soit le mérite indéniable des uns et des autres, tout porte à croire pourtant que cette résistance intérieure au communiste n'eût vraisemblablement pas suffi pour empêcher le basculement dans la démocratie populaire, sans l'intervention de Staline. Pour des raisons qu'il serait trop long d'examiner ici, Staline a, si l'on peut dire, interdit les communistes français de révolution, et les communistes français, en bons employés fidèles, n'ont pas saisi l'occasion qui leur était offerte parce que Staline le leur a interdit. Ailleurs, en Yougoslavie, en Chine, les communistes du lieu ont passé outre au veto moscovite, et il a bien fallu que Staline applaudisse à leur victoire (quitte à leur faire payer par la suite leur désobéissance). Thorez, Duclos et tutti quanti étaient, quant à eux, de plats valets et, sur ce point-là au moins, il faut se féliciter leur stalinisme : grâce à lui, la France a évité une redoutable expérience et les communistes français ont évité d'être aujourd'hui l'objet de l'exécration universelle, comme leurs camarades d'au-delà de l'ex-rideau de fer.

***

Toutefois, pour n'avoir pas fait (malgré eux) tout le mal qu'ils auraient pu s'ils en avaient eu la liberté, ils n'en ont pas moins fait beaucoup de mal et de façon durable, sur certains points sans doute irréparable.

Certes, on trouverait dans leur action des aspects positifs, mais ce qu'elle eut de nocif l'emporte haut-la-main. Si, maintenant que les intellectuels ont secoué l'envoûtement du marxisme à la sauce soviétique, ils s'appliquaient (sans fausse honte au souvenir des erreurs partagées) à analyser la politique du PCF depuis ses origines, et tout particulièrement depuis la libération, ils s'apercevaient rapidement qu'elle a exercé de profonds saccages.

Dans le domaine idéologique, d'abord. Le marxisme – qui n'est pas déjà par lui-même une doctrine d'une grande ampleur – a été imposé aux esprits comme un corset ou un éteignoir, et ce serait déjà beaucoup, mais il y a pire. On a, contrairement à l'esprit du vrai Marx (de ce que nous avons encore la faiblesse de considérer comme le vrai Marx, mais y a-t-il un vrai Marx ?) privilégié outrancièrement la pensée idéologique au détriment de la pensée expérimentale. Au surplus, les valeurs les plus assurées de l'idéologie traditionnelle, si assurées que le communisme n'a pas pu les entamer vraiment tant qu'il les a attaquées franchement et de front, ces valeurs ont été dévoyées, faussées, vidées de toute vérité et finalement réduites à l'état de slogans sans contenu, à partir du moment où les communistes les ont « reprises », comme ils disaient, où ils les ont incorporées à leur propre système de valeurs.

De même pour la démocratie. Démocratie est devenue une espèce de mot de passage universel. Mais que peut bien signifier ce terme pour ceux qui ont appris que la dictature du prolétariat, du Parti qui se prétendait le parti du prolétariat, était une forme supérieure de démocratie, que les pays « socialistes » étaient en régime de démocratie, que le Parti communiste lui-même se gouverne démocratiquement ? On s'étonnera après cela de la confusion de la pensée politique et de sa médiocrité.

Les communistes se font gloire de la part qu'ils ont prise dans la décolonisation, ce phénomène planétaire qui a dominé le troisième quart du XXe siècle, et il est parfaitement clair que pour ce qui est de la France en tout cas, les communistes ont marqué ce phénomène de leur sceau. Mais alors que l'émancipation des peuples coloniaux aurait dû, aurait pu se faire dans la paix, par un mouvement progressif et dans l'union avec la France, les communistes ont appuyé, quand ils ne les ont pas eux-mêmes sciemment suscités, tous les mouvements qui prétendaient arriver à l'indépendance par la violence. Pourquoi ? Parce que, conformément à l'enseignement de Lénine, ils n'étaient pas préoccupés par le sort des populations dépendantes d'une lointaine métropole : leur objectif était d'une part et d'abord d'affaiblir cette métropole, et en même temps de porter un coup peut-être mortel au capitalisme, d'autre part de faire passer le plus vite possible au communisme les peuples prétendûment émancipés.

***

Le troisième domaine dans lequel l'action des communistes a été particulièrement néfaste est celui du social, bien que ce soit dans ce domaine-là que l'on admette le plus souvent que leur apport a été bénéfique. C'est oublier bien vite qu'ils ont été longtemps par principe hostiles à toutes les réformes ; qu'ils se sont employés ensuite à vider de leur contenu ou à dévoyer toutes celles qui pouvaient atténuer le conflit social, « la lutte des classes » ; qu'ils ont privilégié, en fait de revendications, celles qui concernaient les salaires et la durée du travail, auxquelles il était facile de donner un caractère excessif de façon à entretenir le mécontentement puisqu'elles ne pouvaient jamais être entièrement satisfaites.

Surtout, nous l'avons déjà dit, mais c'est de tant d'importance qu'il ne faut pas craindre de se répéter, les communistes ont dévoyé toute une partie des élites ouvrières. Sans doute n'ont-ils pas été les seuls, et les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires avaient contribué avant eux à cet effroyable gâchis. Mais nul plus que les communistes n'a réussi à entraîner durablement des centaines et des milliers d'ouvriers parmi les plus capables, les plus dévoués, les plus ouverts, pour les enfoncer dans une impasse. Ils ont faire pire que de leur faire gâcher leurs talents, leur dévouement, leur « capacité » comme disait Proudhon, à la poursuite d'un rêve irréalisable. Le rêve était réalisable, hélas ! Mais la réalité en laquelle il se matérialisait était la pire de toutes celles que les hommes ont connues au travers des âges.

Est & Ouest

chroniques

Un bateau pour Cuba : pétrole ou médicaments ?

Le 21 mars 1991, le Bureau politique du Parti communiste français, en application d'une résolution adoptée lors du 27e Congrès du Parti (18-22 décembre 1990), lançait « *une grande initiative de solidarité politique et matérielle : « Un bateau pour Cuba » qui sera chargé du pétrole dont le peuple cubain a besoin* » (l'*Humanité*, 22.3.91).

Objectif : aider Cuba à résister à « *l'administration américaine* » qui « *ne supporte pas* » qu'aux yeux des peuples d'Amérique latine, « *qui n'en peuvent plus de s'enfoncer dans la misère et les difficultés de toutes sortes, l'expérience de Cuba représente un espoir, la démonstration que d'autres choix sont possibles* ».

Car on croit toujours, au PCF, que la voie choisie par Castro et les communistes cubains est non seulement « *originale et indépendante* », comme dit le communiqué (deux qualificatifs fort contestables), mais encore qu'elle peut servir de modèle ou d'exemple !

***

Qui avait choisi la nature de la cargaison, « *le pétrole dont le peuple cubain a besoin* » ? A une question d'un journaliste de *l'Humanité*, Maxime Gremetz répondait que, si l'on envoyait du pétrole, c'était « *parce que nos amis cubains l'ont demandé. Ils ne veulent ni médicaments, ni nourriture. Ils ne tendent pas la main... Ils accueillent cet acte de solidarité pour ce qu'il est : un symbole...* » (*l'Humanité*, 16.5.91).

Le 21 juin, dans une interview donnée à *l'Humanité*, l'ambassadeur de Cuba en France déclarait que le choix du pétrole était « *judicieux* », « *très bien fait* », tout en soulignant qu'il avait « *une très haute signification symbolique* » : « *Une des premières mesures de l'impérialisme américain pour étrangler la révolution cubaine a été justement et au tout début d'essayer de couper les fournitures de pétrole. Ce pétrole nous aidera, mais il ne vas pas, bien sûr, résoudre notre problème énergétique* ».

Il est apparu brusquement que le choix du pétrole n'était pas aussi judicieux qu'on nous l'avait dit et, le 30 octobre, le même ambassadeur de Cuba faisait savoir qu'il adressait ses remerciements à tous ceux qui participaient à la campagne, mais, ajoutait-il, c'est de « *médicaments* » que Cuba avait « *un besoin urgent* ». « *Il nous a semblé important que le contenu du bateau soit modifié en fonction de la demande cubaine. Nous devons donc accélérer la collecte des fonds nécessaires à l'achat de médicaments, afin que le bateau parte début décembre* », concluait le quotidien communiste (2.11.1991).

Ce brusque besoin de médicaments semble assez étrange, six mois après la mission d'information du Sénat français à La Havane (23-30 mars 1991). En effet, le rapport de la délégation sénatoriale, conduite par Jean Lecanuet, avait placé « *la santé publique au premier rang de ce que l'on peut considérer comme la réussite cubaine* ». Tout semblait donc aller le mieux du monde dans ce domaine. Il est vrai que si le rapport parle de l'accroissement considérable du nombre des médecins, des personnels de santé, des hôpitaux et des dispensaires, il ne dit mot de l'industrie pharmaceutique, si du moins l'on en croit le résumé qu'en donnait *l'Humanité* du 19 juin.

Est-ce que le déficit en médicaments aurait échappé à la vigilance de nos sénateurs ? Ou ne devait-on leur silence qu'à leur courtoisie bien connue ? Ou bien la situation se serait-elle brusquement aggravée ?

***

Le fait est qu'au début de l'année, lors d'une réunion du PC cubain tenue à La Havane, Fidel Castro indiquait, parmi les actions entreprises en priorité pour apporter une solution à la crise économique : améliorer le fonctionnement de l'industrie du tourisme et *développer le secteur pharmaceutique*, deux sources importantes de devises.

Cuba a effectivement développé sa production de produits pharmaceutiques et de médicaments divers, d'abord et avant tout pour en exporter, au point d'ailleurs que cela a conduit à une grave pénurie sur les rayons des pharmacies cubaines. Certains médicaments essentiels y sont même devenus introuvables, ce qui explique peut-être la demande adressée par Fidel Castro au PCF le 30 octobre.

Autre information que les éventuels donateurs sollicités par ce dernier doivent aussi connaître, les médicaments exportés par Cuba, vers l'Amérique latine notamment, le sont à des prix prohibitifs, si bien que le ministre brésilien de la Santé, évoquant « *la vente* (par Cuba) *de son vaccin du type B contre la méningite* », a précisé voici quelques mois : « *Cette position ne correspond pas à l'idée que nous nous faisons des dirigeants cubains. C'est là le comportement d'un pays impérialiste exploitant un pays du tiers monde* » (voir *Est & Ouest* N° 89, mai 1991).

Ces faits étant établis, qui nous garantit que Castro ne va pas tenter de revendre, toujours au prix fort, les médicaments que le PCF s'efforce de lui en-

voyer en sollicitant la générosité de nos compatriotes ?

***

Selon sa méthode habituelle, le PCF avait invité des personnalités à parrainer la campagne : « *Ecrivains, musiciens, acteurs et auteurs, metteurs en scène, avocats, dirigeants politiques ou syndicaux* », les « *premiers signataires* » étaient au nombre de 49 (*l'Humanité*, 11 avril 1991). La liste publiée par le même journal en comptait en réalité deux de plus : Jacques Ralite et Wolinski.

Voici cette liste :

René Ballet, écrivain; André Benedetto, auteur dramatique; François Biot, prêtre; Jean-Pierre Bonvalet, directeur de recherches INSERM; Roger Bordier, écrivain; Alain Borker, avocat; Gérard Cendres, enseignant, syndicaliste; François Chaumette, acteur; Patrice Cohen-Seat, avocat; Didier Daeninckx, écrivain; Anne Delbée, écrivain, metteur en scène; Annie Ernaux, écrivain ; Robert Escarpit, journaliste; Paul Estrade, universitaire; Denis Fernandez-Recatala, écrivain; Jean Ferrat, auteur-compositeur-interprète; Georges Fournial, chroniqueur; Mgr Gaillot, évêque; Joannès Galland, syndicaliste; Richard Gispert, astro-physicien; Grapus 89, graphistes; Maxime Gremetz, député; Dominique Grandmont, écrivain; Henri Krasucki, syndicaliste; Jacques Krier, réalisateur TV; Gilles Langoureau, chanteur; Colette Magny, chanteuse; Georges Marchais, député; Olivier Meier, étudiant, syndicaliste; Jean Metellus, écrivain; Daniel Monteux, universitaire ; Marc Ogeret, chanteur; Annie Peronnet, militante féministe; Marc Perrone, musicien; Jacques Perreux, dirigeant du Mouvement de la jeunesse communiste; Jean-Claude Petit, compositeur; Monique Picard-Weyl, avocate; Maïté Pinero, journaliste; Jack Ralite, animateur des Etats généraux de la culture; André Remacle, écrivain; Catherine Ribeiro, chanteuse; Jean Ristat, poète; François Salvaing, écrivain; Raoul Sangla, réalisateur TV; Pierre Santini, comédien, metteur en scène; Paul Seban, réalisateur TV; Siné, dessinateur, humoriste; Bernard Sobel, metteur en scène; Jean-François Tournadre, universitaire; Claude Vinci, chanteur; Wolinski, dessinateur, humoriste.

On ne décriera personne en constatant que, par le passé, les communistes nous offraient des palettes de « personnalités » plus hautes en couleurs.

Même pauvreté quant au nombre des organisations, données comme appuyant la campagne en « *partant de leurs propres motivations* » (*l'Humanité* 4.6.91). A mi-parcours (*l'Humanité* 2.7.91), on en comptait douze, dont l'énumération suffit pour qu'on sache qu'elles sont quasi toutes dans la mouvance du PCF : *CGT, France-Amérique latine* (dont le Bureau national invitait, le 27 mai, les 50 Comités locaux de l'Association à se mobiliser), *France-Cuba*, le *PCF*, qui se mettait bravement sur la liste, *CEDETIM*, le *Comité national pour l'indépendance et le développement*, l'*UNEF* (dont on oubliait de dire que c'était l'*UNEF-Renouveau*), le *Comité français du mouvement espérantiste pour la paix mondiale*, la *Fédération espérantiste du Travail* (notons que le 75e Congrès de l'Association universelle d'espéranto s'est tenu à La Havane en 1990), l'*Union des Femmes françaises*, le *Mouvement de la jeunesse communiste de France*, enfin *Les Pionniers* qui, eux, sont catholiques (« *quelles que soient les appréciations qu'on porte sur l'Etat cubain, les enfants y vivent un sort enviable par rapport à ceux de l'Amérique latine* » (*l'Humanité* 4.6.91).

***

Il n'est pas sans intérêt de noter, en ces temps de dislocation du Mouvement communiste international, que cette campagne de solidarité envers Cuba a donné lieu à une tentative de coordination des organisations communistes demeurées fidèles à l'orthodoxie.

Le 14 septembre, a eu lieu, durant la Fête de *l'Humanité*, un rendez-vous des responsables départementaux du PCF pour faire le point de la campagne, avec la présence des « *délégués étrangers des organisations d'Europe et de Méditerranée qui animent la campagne dans leurs pays respectifs* ».

Certains, comme ceux de *Refondation communiste*, le courant communiste du Parti démocratique de gauche italien (PDS, ex-PCI), ont leur propre objectif (un milliard de lires « *contre l'étranglement économique américain* »). D'autres s'associent à la campagne du PCF et leur envoient de l'argent : le Parti communiste d'Allemagne (DKP), le Parti du socialisme démocratique allemand (PDS), un collectif suédois (*l'Humanité* 12-9-1991). Le 16 mai, *l'Humanité* avait cité aussi les PC du Luxembourg, du Portugal, de Grèce, le Mouvement de la Paix suisse, l'AKEL de Chypre, le Parti communiste d'Israël.

Le quotidien communiste a aussi fait un sort à une lettre adressée au PCF pour « *les jeunesses communistes américaines de Pittsburg, en Pennsylvanie* », qui, ayant « *découvert depuis peu le travail actuel du PCF concernant Cuba* », l'apprécient « *très positivement* » : « *Nous voudrions aider à apporter une contribution significative des Etats-Unis. Les jeux panaméricains offrent une occasion unique pour discuter de Cuba de façon ouverte et libre. Nous avons voulu utiliser cette possibilité. Notre cercle a fait de ce problème de l'aide à Cuba son projet propre et nous travaillons à en étendre l'application au niveau national* », conclut Chris Mc Cann, membre du Conseil national de la Ligue des jeunesses communistes, en demandant au PCF « *des précisions matérielles sur l'organisation de la campagne* ».

L'internationalisme prolétarien n'est pas mort – pas tout à fait – et c'est le PCF qui bat le rappel.

***

L'objectif de la campagne était la collecte de 6 millions de francs, avec une première étape de 3 millions le 30 juin. *L'Humanité* du 2 juillet publiait les résultats obtenus dans chaque département. Total : 1 538 170, à peine plus de la moitié de l'objectif.

On saura d'ici peu si la situation a pu être redressée.

René MILON

PCF-PCUS, un échange de lettres qui en dit un peu moins qu'il n'y paraît

M. Georges Marchais a fait publier, dans les *Cahiers du Communisme* (octobre 1991), des lettres échangées en mars et avril 1977 entre le Comité Central du PCUS et le Comité central du PCF (l'identité des signatures est là pour nous rappeler que les deux partis étaient constitués sur le même modèle). Comme il est rare qu'un parti communiste entr'ouvre ses archives, ce serait là déjà une raison suffisante de signaler cette publication. Mais, bien entendu, ce n'est pas pour faire plaisir aux historiens que la direction du PCF a sorti ces documents de l'ombre. Elle l'a fait dans un intérêt politique immédiat, dont l'évidence s'impose : il s'agit de montrer que le Parti communiste français n'a pas attendu Gorbatchev, la *glasnost* et la *perestroïka*, encore moins le putsch du 19 août 1991, pour se permettre d'énoncer publiquement des critiques à l'égard de l'Union soviétique et de « son » parti communiste, au point qu'elle se l'est vu reprocher sévèrement par celui-ci.

On donnerait volontiers acte au PCF de l'ancienneté de son attitude critique à l'égard de l'URSS, en oubliant même que les évolutions qui ont suivi donnent à certains propos plus de relief et de signification qu'ils n'en avaient lorsqu'ils furent prononcés ou écrits. Mais il est difficile d'oublier que cette première émancipation fut suivie d'une rechute, et on apprécierait mieux la sincérité de M. Marchais et de ses collègues du groupe dirigeant du PCF s'ils nous disaient, documents à l'appui, comment et pourquoi ils sont revenus à leurs anciennes erreurs.

On pourrait même se demander si, en dépit de la ferme réponse que lui fit le 1er avril 1977 le CC du PCF (il choisissait curieusement son jour), la lettre du CC du PC soviétique du 18 mars 1977 n'a pas été le premier coup de semonce qui devait ramener progressivement le PCF dans sa voie traditionnelle.

***

Mars et avril 1977 : ce fut peut-être alors que la querelle, qui avait éclaté en 1974 ou 1975 entre les deux partis, atteignit son sommet. M. Marchais a plusieurs fois souligné, ces derniers temps, que pendant plusieurs années, il ne s'était pas rendu en URSS ; ce fait, qui est exact, témoigne en effet de la vivacité du désaccord.

Les Soviétiques se disaient blessés de ce que le PCF se permettait :

– d'énoncer en public des critiques sur la politique soviétique (alors qu'auparavant, « *si l'un de nos deux partis avait des questions à poser à l'autre, il pouvait toujours le faire en s'adressant à lui à titre confidentiel pour procéder à un échange d'opinions, obtenir les éclaircissements nécessaires et, le cas échéant, envoyer une délégation* ») ;

– de soutenir les dissidents sous prétexte de défendre la liberté, qu'il venait à tort de déclarer « *indivisible* » ;

– de prétendre que la défense de ce qui se faisait en URSS lui causait de nombreux préjudices (notamment sur le plan électoral, alors que, disaient les soviétiques, c'est « *dans la période où le PCF ne se livrait pas ostensiblement aux critiques et aux attaques directes* » contre l'URSS que le PCF avait enregistré « *des succès manifestes* »)...

Les dirigeants communistes français se défendaient en assurant que s'ils ne cachaient pas leur divergence sur la question de la démocratie en Union soviétique, ils n'avaient jamais mis en cause « *le régime* » soviétique et ses « *fondements* », ni manqué de dénoncer, « *et avec succès* », les positions anti-progressistes et l'hostilité à la détente internationale d'un certain nombre de dissidents soviétiques.

L'aveu n'est pas mince.

***

En réalité, le vrai sujet de la querelle était ailleurs : il résidait dans une divergence sur la nature des relations entre les deux partis. La lettre des Soviétiques y fait allusion en passant, là où elle parle de l'insistance du PCF à souligner la nécessité de « *la solidarité réciproque* », et du peu de zèle que le même PCF mettait à appliquer ce principe pour lui-même.

Le différend venait en effet de ce que M. Marchais – qui soutenait la politique soviétique – aurait voulu qu'en ce qui concernait la France, le PCUS et le gouvernement soviétique lui rendissent la pareille et soutiennent la politique du PCF : très concrètement, que Moscou cessât d'apporter indirectement son appui aux partis de droite, notamment à M. Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle, et montrât moins de prévention à l'égard d'une victoire de la gauche, même si cette victoire aboutissait à l'entrée à l'Elysée de M. François Mitterrand. En d'autres termes, le PCF voulait se voir reconnaître le droit de définir dans une certaine mesure la politique de l'URSS à l'égard de la France.

La querelle se développa tellement qu'il est très vraisemblable qu'on alla à Moscou jusqu'à envisager l'éviction de M. Marchais de la direction du PCF. Celui-ci, dans sa réponse, commence par s'indigner qu'en mettant systématiquement en cause, dans leur lettre, « *certains dirigeants* » du PCF, les Soviétiques aient cherché à diviser sa direction : c'était très certainement leur intention. Ils entendaient dresser une partie du Bureau politique contre le secrétaire général afin de le « *liquider* ».

« *Procédés intolérables* » que « *nous avons déjà eu à combattre en d'autres circonstances* », s'indignaient les dirigeants communistes français, faisant ainsi allusion aux pressions exercées au temps de Khrouchtchev sur Thorez pour le forcer à accepter la déstalinisation et à parler à son tour des « *crimes* » de Staline : on laissait peser sur lui la menace de le faire remplacer par Laurent Casanova dans ses fonctions de secrétaire général. L'opération échoua. Thorez demeura en place et ce fut Casanova qui fut renvoyé à la base. Mais, si Thorez se maintint, c'est parce qu'il s'était incliné. Comment ne pas penser qu'il en fut de même avec M. Marchais en 1977 ? Car, dès la fin de cette année-là, on voit le PCF infléchir sa politique et reprendre avec Moscou des relations normales.

C'est à la fin de 1977 que, malgré les concessions que leur font les socialistes, les communistes brisent l'union de la gauche et font ainsi perdre à celle-ci les élections législatives de mars 1978 : M. Mitterrand n'accède pas au pouvoir, ce dont les Sociétiques ne pouvaient que se réjouir.

C'est en février 1979 que le PCF définit son attitude envers les pays socialistes en déclarant que « *leur bilan* » était « *globalement positif* ».

En juillet 1979, commençaient des entretiens entre les deux partis, le français et le soviétique, en vue de consacrer la bonne entente retrouvée par un voyage à Moscou du secrétaire général du PCF.

Le 8 janvier 1980, M. Marchais était accueilli à l'aérodrome de Cheremetievio par Souslov et Ponomarev, accueilli comme un chef d'Etat. Il eut aussi l'honneur de trois longs entretiens avec Léonid Brejnev, après une accolade spectaculaire.

Le 12, M. Marchais « renvoyait l'ascenseur » en justifiant l'intervention soviétique en Afghanistan, en des termes qu'on n'a pas oubliés...

Voilà, n'est-il pas vrai ? qui limite la portée de la lettre du 15 avril 1977 du PCF au PCUS : celle-ci maintenait des divergences, mais ne rompait en rien la solidarité du PCF à l'égard du PCUS.

Claude HARMEL

P.S. Sur « *la crise des relations entre le Parti communiste français et le Parti communiste de l'Union soviétique (1974-1979)* », voir *Est & Ouest* n°s 638 et 639, mars et avril 1980.

---

notes et informations

Echo inattendu à la désinformation soviétique

Les projectiles lancés naguère sur l'Occident par les services soviétiques de désinformation continuent à y exercer leurs ravages. Ainsi en va-t-il pour leur « bobard » des années 80 relatif à l'origine du sida.

Ils avaient alors expliqué le plus sérieusement du monde (voir « *Est & Ouest* » de juillet-août 1987, n° 44), que le virus du sida avait été mis au point par des experts en bactériologie du Pentagone et « *créé dans les laboratoires de Fort Detrick, en Maryland* ». La « *Literatournaïa Gazeta* » du 3 septembre 1986 détaillait ces révélations en citant des sources occidentales : le journal indien « *The Patriot* » (bien connu pour se prêter de longue date au rôle de « premier écho complaisant » des campagnes de désinformation soviétique) ; et aussi deux « *chercheurs français* », M. et Mme Ségal, totalement inconnus de la communauté scientifique, y compris de l'Institut Pasteur, dont les noms figuraient toutefois à la fin d'un rapport diffusé par les représentants de l'URSS à un congrès de non-alignés en 1986 et indiquant des travaux publiés par leurs soins... en RDA.

Les journaux occidentaux qui s'étaient laissé abuser par cette fausse information si mal fondée, avaient ensuite reconnu la tromperie, tel l'« *Estado de Sao Paulo* » ; et un spécialiste de la désinformation, Roy Godson, avait démonté l'opération dans le détail.

Il n'empêche : en mars 1987, le mensuel soviétique « *Spoutnik* » publiait encore un entretien avec l'académicien Jdanov, lequel répétait, imperturbable, que le virus du sida avait « *été créé dans les laboratoires du Pentagone* ».

Quelques années ont passé. Et début novembre 1991, au cours d'un colloque du Front national consacré à l'écologie, Jean-Marie Le Pen, qu'on ne savait pas perméable aux entreprises des services soviétiques de désinformation, a expliqué que « *le sida n'était pas sorti d'une relation entre une dame africaine et un singe vert, mais d'un laboratoire américain, et sûrement d'un laboratoire militaire* » (« *Le Monde* », 5 novembre 1991).

A Moscou, les inventeurs de cette énormité, même s'ils sont actuellement à la retraite ou recyclés dans d'autres activités, peuvent s'esclaffer : leur coup a réussi au-delà de toute espérance.

●

Chine : nouvelle ligne pour les Droits de l'Homme

En Chine « populaire », l'office d'information du Conseil des affaires d'Etat vient de publier un long document sur la conception que se font les communistes chinois des droits de l'homme et sur le respect dont ils sont entourés.

Jusqu'ici considérés comme une herbe vénéneuse de l'idéologie impérialiste, les droits de l'homme sont désormais profondément respectés par les communistes tout au moins dans les textes... L'avant-propos du document publié dans l'hebdomadaire en langue française *« Pékin-information »* du 4 novembre 1991 commence par ces mots : *« La pleine et entière jouissance des droits de l'homme est un idéal que l'homme recherche de longue date »*. En Chine communiste, les droits de l'homme *« sont largement répandus... Tout le monde est égal devant eux et les Chinois exercent vraiment ces droits, car l'Etat les garantit dans la législation et la pratique »*.

Premier droit : le droit à l'existence. Du temps des impérialistes, ce droit était bafoué ; depuis 1949, il est sans cesse mieux protégé. Aucune allusion aux millions de morts consécutifs du *« grand bond en avant »* de 1958, ou aux millions de morts ayant résulté de la *« révolution culturelle »*, bien évidemment. Les morts chinois sont dus aux impérialistes étrangers.

Deuxième droit : les droits politiques. Sur ce plan, il n'y a qu'à se réjouir : *« Depuis 1921, le PCC a porté haut levé le drapeau de la démocratie et des droits de l'homme... Les députés et les représentants du peuple de tous les échelons sont élus démocratiquement »* ; et l'auteur du rapport, prenant sans doute les Occidentaux pour des imbéciles, n'hésite pas à affirmer qu'*« à côté du PCC, il y a en Chine huit partis et groupements démocratiques »* indépendants...

« En Chine, lit-on encore, *il n'y a pas de censure... Les citoyens sont libres d'écrire des œuvres selon leur point de vue... »*.

Troisième volet : les droits économiques et sociaux. Pas de conflits sociaux dans cette société relativement égalitaire et en phase d'enrichissement continu.

Les droits de l'homme (c'est le quatrième chapitre) sont garantis par le système judiciaire chinois. La peine de mort est limitée au maximum et **il n'y a pas de détenus politiques en Chine.** Nous sommes heureux de l'apprendre. Wei Jing Sheng, enfermé depuis une douzaine d'années, n'est pas détenu politique : il purge sa peine *« seulement »* pour cause *« d'actes criminels qui visent à renverser le pouvoir d'Etat et le système socialiste »*. On apprend au passage qu'il y a 680 camps et prisons en Chine, et qu'ils abritent 1,1 million de personnes, soit un pour mille habitants, ce qui est largement inférieur à ce que connaissent la Russie et même les Etats-Unis, et est comparable aux données françaises ! De toute façon, ne pas apprécier un tel système de travail forcé serait mal venu : *« La politique de rééducation des détenus par le travail ne vise pas seulement à les punir, mais aussi est une preuve d'humanitarisme... après la rééducation, l'écrasante majorité de ces personnes ont fait peau neuve »*.

Droit au travail garanti, jouissance de la liberté de croyance religieuse, intérêts des minorités ethniques garanti, planning familial organisé dans le respect de *« la volonté des masses populaires »*, droits des handicapés protégés, participation active sur le plan international à la lutte en faveur des droits de l'homme... complètent ce tableau idyllique.

Une précision à l'usage de ceux qui chercheraient à vérifier tout cela : *« Se servir des droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays... empêche sans aucun doute la réalisation des droits et libertés fondamentaux de l'homme »*.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

À compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16e)

Je soussigné .....

adresse .....

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

et je (*)

☐ vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

☐ souhaite recevoir une facture faisant ressortir la T.V.A.

Tarif : abonnement normal ..... 310 F
abonnement pour l'étranger ..... 410 F
abonnement de soutien (personne physique) ..... 500 F
abonnement de soutien (personne morale) ..... 600 F

(*) barrez la case appropriée.

Le numéro : 30 francs.

Le Directeur de la Publication : Morvan Duhamel
Imp. EDIMPRA - 20, rue Doudeauville - 75018 Paris - C.P.P. 59.594